

Bacon
le livre

Scénario du film et
Carnets de résistance

Hugo Latulippe

Je remercie et je salue les citoyennes et citoyens
qui recommencent le monde à tour de jours,
avec et sans les mains.
En vert. Contre presque tout.
Ce sont eux, compagnons et amies,
courageusement disséminés aux quatre coins
du pays québécois, qui m'ont soufflé ces mots.

Merci, Laure, de m'avoir convaincu
pour Atlantide.

Personne ne peut affirmer que l'humanité sera encore présente en 2100. (...) Je crois que c'est vrai : nous sommes menacés d'extinction. La nature ne nous fera pas de cadeau : elle nous éliminera comme elle a éliminé des millions d'autres espèces. La différence, c'est que si nous sommes éliminés, nous ne pourrions nous en prendre qu'à nous-mêmes.

Hubert Reeves, Le Devoir, 31 août 2002

Voir un pays sombrer

Septembre. L'an deux mille un.

Mon pays fait de plus en plus penser à une cour à scrap.

Un certain dogme néolibéral charrié par tant d'économistes, d'industriels, de mégacommerçants et d'élus, dont les a priori sont tout aussi incontestés dans les cercles de décision québécois que le fut la religion catholique avant Refus global et la révolution, nous entraîne tous vers un désastre écologique et social. On appelle vulgairement le régime qu'il instaure «la mondialisation des marchés» et celui-ci a cela de pervers qu'il semble faire de tous les pays, tôt ou tard, la cour à scrap, le tiers-monde d'un plus gros, d'un plus puissant.

Mystérieusement aspiré par cette nouvelle noirceur, le gouvernement du Québec fait encore des cheap deals avec les multinationales du bois et on moissonne toujours à blanc des forêts de l'au-delà. Aussi, on gère les stocks de poissons en partenariat avec les acteurs du développement et il n'y a plus de morues dans le Saint-Laurent. Les bélugas qui s'échouent sur les rives du fleuve aux grandes eaux sont désormais traités comme des déchets toxiques dangereux. L'eau des rivières qui coulent dans certaines régions d'intense activité agricole est tellement pourrie que des scientifiques déconseillent de l'utiliser pour irriguer... les terres agricoles! Dans le nord, on a harnaché de telles rivières afin de satisfaire la boulimie énergétique nord-américaine que des territoires grands comme des pays sont submergés. À Montréal, l'été, lors des alertes de smog, Environnement Canada déconseille aux aînés et aux bambins de respirer l'air extérieur afin de diminuer les risques de troubles cardiaques ou respiratoires.

Notre pays, comme tous les pays où l'on rêve d'être américain, n'a jamais autant ressemblé à une cour à scrap; les moyens mis en œuvre pour accroître le PIB en siphonnant les ressources naturelles sont titanesques. À l'heure de l'ALENA et de l'OMC, il est évident que jamais un gouvernement du Québec n'a autant encouragé, permis et participé à un tel pillage. Il est évident que jamais dans l'histoire du pays nous n'avons autant détruit la vie sous toutes ses formes.

*

J'ai dit : vous allez à la mort... et ils continuent à y aller. J'ai fait mon boulot. Je les ai avertis. Ils n'ont pas écouté.
René Dumont, lors de sa dernière entrevue

À ce jour, nos voisins de droite, les US of A, sont sans conteste «La Mecque plus ultra» de la surconsommation, la patrie de l'obésité et l'épicentre de la destruction massive des écosystèmes planétaires. Or, les US of A sont le principal client des industriels d'une majorité d'États sur la planète, dont ceux du Québec.

C'est pourquoi le président George W. Bush me rend nerveux, moi. C'est qu'il a l'heur de prendre ça personnel lorsqu'on veut discuter des corrélations possibles entre l'American way et la cour à scrap. Nerveux parce que W. fait la baboune et envisage de foutre en l'air les accords de Kyoto. Nerveux parce que chacun sait l'ascendant qu'il a sur les premiers ministres et les présidents de tous les pays, quand il décide de faire la baboune (chacun sait aussi l'ascendant que l'American way a désormais sur presque tous les habitants du globe).

Je suis inquiet aussi parce que jamais, jamais, jamais je n'ai entendu notre premier ministre, Bernard Landry, prendre ses distances ou s'inquiéter tout haut de la bêtise de ce cow-boy, millionnaire d'avoir tant puisé ce que Jacques Languirand appelle le sang de notre civilisation : le pétrole.

Oui, force est d'admettre que le Parti québécois continue de laisser le Québec sombrer. Il n'y a pas encore l'ombre d'un virage. Et les plus grands scientifiques d'ici, Hubert Reeves comme Pierre Dansereau, le disent clairement depuis longtemps : il faut virer, amis.

Il faut changer notre manière d'occuper la planète.

Maintenant.

*

La destruction de toute vie sur terre est entrée dans le domaine des possibilités techniques.
Albert Einstein

La veille de la première de Bacon à Chicoutimi, deux avions percutent les tours jumelles du World Trade Center. L'American dream est atteint au cœur. Tout à coup, le cauchemar quotidien du reste de la planète devient aussi le nôtre : détresse, inhumanité, peur, mort.

Soudainement, les pères du mal qui nous ronge regrettent peut-être d'avoir eu du front tout le tour de la terre pendant si longtemps.

Cette nuit-là, comme beaucoup de monde je présume, je dors mal. Je fais des cauchemars. Je rêve que d'un pont au-dessus du fleuve Saint-Laurent, des centaines de milliers de camions déversent, de nuit, leurs pleines citernes de fumier de porc liquide. Plus loin, en aval, mon grand-père a les pieds plantés sur la batture de l'île d'Orléans, et il peint le fleuve en rouge sur une toile en peau. Le monde entier a l'air de saigner, en amont. Et s'emmêlent dans ses pattes des restes humains à la dérive. Des cauchemars, je vous dis.

De force, le doute vient d'arriver dans le port de l'Occident, pis y est gros en christ. La question me vient à l'esprit : aurons-nous le courage collectif de réaliser l'ampleur du sacrilège? Aurons-nous le courage collectif de rejeter la croissance économique et de réécrire un projet de société basé sur des valeurs écologiques? Aurons-nous enfin le courage collectif de devenir une réelle société distincte?

*

Le 12 septembre 2001, le film est quand même lancé. Après tout, le titre est éloquent et fort à propos. Sa carrière en salle sera phénoménale. En quelques mois, plus de cinquante villes et villages, groupes de la société civile, collèges et universités ont organisé une projection du film. À la fin de l'hiver, à ma connaissance, le film a été projeté plus de cent fois à travers le pays. Plus de trente mille personnes ont assisté à une soirée Bacon et ce n'est pas fini puisque au-delà des salles de cinéma, les institutions d'enseignement, les comités de citoyens, les municipalités, les ONG et autres groupes de la société civile se servent maintenant du film comme d'un outil de démocratie. Sans compter que la première télédiffusion à Télé-Québec a été suivie par cent cinquante mille personnes.

Alors que les uns prédisaient une apocalypse d'indifférence et les autres me prévenaient du silence des majorités, «l'effet Bacon, comme l'écrit l'éditorialiste de l'hebdo Ici, Yves Schaëffner, dans l'édition du 4 octobre 2001, est un signe supplémentaire que les gens reprennent confiance dans leur capacité d'agir sur leur environnement. Ce qui était utopique hier devient aujourd'hui envisageable».

Roméo Bouchard, président de l'Union paysanne, le dit ainsi : «Bacon a commencé de déclencher une réaction en chaîne, une dissidence collective.»

C'est le temps.

La genèse de Bacon

Automne mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

Saint-Germain-de-Kamouraska.

Quelques centaines de citoyens, venus de toutes les régions du Québec rural, sont réunis pour faire front commun contre des projets industriels qui menacent leur qualité de vie si ce n'est, à long terme, la vie tout court.... Le noyau dur de ce qui deviendra plus tard l'Union paysanne est déjà là.

Des petits monsieurs et des petites madames viennent s'inquiéter au micro de la multiplication des centrales hydroélectriques sur les belles rivières de notre paradis. D'autres viennent répéter ou ajouter des arguments contre le désastre boréal perpétré par les grandes compagnies forestières. Mais une cause attire l'attention de tout le monde pour la bonne raison qu'elle semble être celle de la majorité des gens présents ici. Les mégaporcheres. La même histoire malheureuse ressassée des dizaines de fois. Pénible. Il apparaît qu'au cours des dix dernières années, elle a été vécue cent fois dans autant de villages du Québec. Primo, la démocratie. Une communauté, un village, une ville, s'est mobilisée pour empêcher la construction d'une usine de porcs. La pétition ou l'adhésion au comité de citoyens opposé à la construction a rallié la majorité des gens (cela va régulièrement jusqu'à 75 %). Néanmoins, dans tous les cas, la mégaporcherie est construite ou en construction.

Deuzio, l'environnement. Les habitants des villages où les mégaporcheres sont déjà construites viennent dire leur rage. «Leur» rivière a été déclarée dangereuse au contact par les médecins de la santé publique. Leurs puits sont bondés de micro-organismes pathogènes, de nitrites-nitrates, etc. Le taux de phosphore dans les cours d'eau des environs a tellement grimpé qu'il n'y a tout simplement plus de poissons. Les gens s'enferment dans leurs maisons, scellées pour l'occasion, pendant les périodes d'épandage tant les odeurs sont insoutenables. La campagne devenue parc industriel.

Tertio, dans presque tous les villages du Québec où il y a maintenant des usines de porcs, des déchirements sociaux majeurs apparaissent. La moitié du village ne parle plus à l'autre moitié. Les familles sont divisées. Les agriculteurs sont tous ostracisés sans discernement. Les opposants aux mégaporcheres reçoivent des visites la nuit. Certains font même l'objet de menaces et de harcèlement. Des maires et des conseillers démissionnent, épuisés par le stress. Des pneus crevés. Des fermes brûlées. Un infarctus. Des enfants battus à l'école. Bref, la misère noire.

Des interventions, je retiens trois similitudes. D'abord, le premier critère des industriels du porc à la recherche d'un village et d'une ferme pour s'implanter semble être l'ignorance des villageois quant aux impacts de telles productions et quant aux manières d'empêcher cette implantation. Ensuite, entre la majorité des citoyens ruraux et les industriels de l'agriculture, le gouvernement du Québec choisit toujours le parti du bacon. Le régime légal en place semble favoriser le business au détriment de l'agriculture et du bien commun. Finalement, l'Union des producteurs agricoles du Québec, en plus d'exercer un lobby extrêmement puissant à Québec, contrôle systématiquement la démocratie locale. De fait, dans la plupart des villages où l'on a voulu implanter des mégaporcheres, le conseil municipal était constitué d'une majorité de membres de l'UPA.

Au terme de cette assemblée, un manifeste est produit. Un comité d'action nommé Sauver les campagnes est formé afin de faire cheminer les revendications de la coalition auprès des instances gouvernementales.

L'organisateur du rendez-vous, Roméo Bouchard, écrit : «La campagne est un réservoir de terres agricoles essentielles pour nourrir les humains. Mais elle est aussi un milieu et un mode de vie uniques, un réservoir de ressources qui, en plus d'être indispensables à la vie des communautés rurales, constituent des patrimoines collectifs irremplaçables : l'eau et l'air, le fleuve, les lacs et les rivières, la forêt et la grande nature, les villages et les communautés, les terroirs et les cultures régionales. Malheureusement, les règles qui régissent la campagne et l'utilisation de ses ressources ont été établies la plupart du temps sous la pression de lobbys puissants qui se sont assurés des quasi-monopoles en fonction de leurs intérêts immédiats et au détriment des communautés locales et régionales. Ces entreprises, sous la poussée de la mondialisation, sont engagées dans un processus d'industrialisation et de concentration dont les impacts sur les ressources, l'emploi et l'environnement sont de plus en plus dévastateurs. De plus, les politiques sectorielles centralisées de l'État ont enlevé pratiquement tout contrôle aux communautés locales sur leur milieu qui se dégrade rapidement. La situation des communautés rurales est de plus en plus insoutenable. Un virage majeur s'impose si on veut sauver les campagnes. Il faut remettre résolument les préoccupations environnementales et sociales au cœur de notre conception de l'avenir du Québec...»

Un film à l'horizon

Je n'avais pas prévu consacrer un film à l'industrie porcine québécoise. À priori, je m'inquiétais de ce que les industriels et leurs alliés de la classe politique faisaient de nos écosystèmes, mais j'étais loin de me douter que la situation était aussi désespérante. Dans mon petit cahier, j'ai noté : «Quelle résistance peut-on opposer à l'inévitable? Est-ce vain, comme cinéaste, d'espérer offrir une résistance en chair et en gestes aux apôtres de la croissance économique continue et perpétuelle?»

J'avais déjà beaucoup lu sur la question et, plus particulièrement, sur divers modèles de société plus progressistes en matière sociale et environnementale, comme la Norvège, l'Allemagne, la Suède ou les Pays-Bas. Sauver les campagnes m'a permis de rencontrer des gens qui se sont organisés ici, avec les moyens du bord, pour se porter à la défense de l'environnement comme le font ces États. J'ai observé que dans ces communautés, des liens se sont créés, et qu'on y retrouve souvent une cohésion sociale qui n'existe plus beaucoup dans le Québec néolibéral.

Le porc n'était au fond qu'un excellent prétexte. Une métaphore claire pour enclencher une réflexion sur le rapport que les humains entretiennent (ou n'entretiennent plus) avec le vivant, la nature et leur nature. L'industrie porcine québécoise m'est apparue comme un bon moyen documentaire de mesurer l'ampleur et l'étendue des sinistres écologiques, politiques, culturels et sociaux qui ont cours dans ce pays où l'on rêve plus que jamais comme des Américains.

La génération Seattle

Le 30 novembre 1999, grâce aux moyens de l'ONF, je suis à Seattle. Pour comprendre. Pour prendre le pouls de ce que je crois être la même résistance qu'au Kamouraska, mais venue des quatre coins du monde. Il y a 50 000 personnes dans les rues. Plusieurs associations paysannes d'Asie, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique se sont déplacées. Beaucoup, beaucoup, beaucoup de gens de mon âge. Dans l'avion qui me ramène à Montréal, je note dans mon carnet : «J'étais dans cette foule qui passera je l'espère à l'histoire pour avoir assiégé le centre-ville de l'American dream.» Il y a de quoi. Les négociations de l'OMC impliquent notamment que les lois environnementales des États deviendront négociables en cas de menace à la compétitivité. Je suis d'accord avec la plupart des étendards et des cris du cœur que j'y ai entendus, pacifiquement, défier l'ultralibéralisme. Je pense que, même sans le savoir, des milliers de gens attendaient ce jour-là depuis longtemps. Le jour 1 d'une nouvelle dissidence. Le jour 1 d'une nouvelle révolution. Le jour 1 de la «génération Seattle».

À un certain moment, Ralph Nader a grimpé sur le podium, devant la foule. Il a demandé le silence mais il ne l'a pas eu. Les raging grannies, exaltées à côté de moi, étaient bien trop occupées à parodier l'hymne national yankee devenu message commercial des grandes multinationales yankees. À côté de moi, un papa latino a soulevé son enfant pour l'aider à mesurer l'étendue de notre solidarité. Une dizaine de gros chauffeurs de camions se tenaient carrément par la main. Des centaines d'étudiants masqués comme les zapatistes dressaient le poing vers le ciel. Comme si Marcos n'était personne en particulier. Comme si Marcos était partout.

Quand Nader a dit : «Welcome to the revolution», la foule a exulté, sûre de son droit... C'est ce moment-là que la police de Seattle a choisi pour charger une première fois. J'étais devant. À portée de sabre des premiers robocops. Le père de l'enfant, devant moi, a été atteint à la jambe par un projectile. Le monde a chaviré. J'ai soudainement eu l'impression d'être un touriste descendu sur une planète qu'il croyait semblable à la sienne mais qui lui apparaissait tout à coup indéchiffrable. Dans un éclair, j'ai pensé à Romain Gary. Le Romain Gary d'Éducation européenne et des Racines du ciel (aujourd'hui, je pense aussi au Romain Gary suicidé).

Je me suis demandé pourquoi on ne m'avait jamais préparé à ce moment-là. Jamais, il me semble, au cours de mon éducation américaine, on ne m'a parlé de cette éventualité. Le petit Latino a lui aussi eu son crash course. Ils ont envoyé des gaz. Papa gémissait, pincé jusqu'à l'os. Des balles de caoutchouc mitraillaient encore l'air autour de nous. Le périmètre est devenu irrespirable. Nous nous sommes alors tous jetés dans le flot du désarroi et je ne les ai pas revus.

Plusieurs fois au cours de cette journée, j'ai eu envie de m'arrêter de courir et de faire face. De fronter. Plusieurs fois, j'ai aperçu, de l'autre côté des policiers armés pour tuer-s'il-le-faut et de leurs gaz lacrymogènes, une dizaine d'hommes-cravates rentrer tranquillement au Sheraton. Je les ai même vus sourire en coin. Autant dire que je les ai vus narguer la fin du monde.

Durant mon séjour à Seattle, j'ai remarqué que les médias de masse n'avaient pas beaucoup mentionné la présence dans la rue de Monsieur et Madame Tout-le-monde. Ils n'ont pas non plus relevé la présence des aînés, des familles, des universitaires, des métallos, des agricultrices et agriculteurs venus d'Équateur, de l'Inde, du Mexique, du Wisconsin, de la Saskatchewan, de la Palestine, des Ardennes, du Mali et du Viêt-Nam.

Je me suis permis d'en déduire qu'aux États-Unis, les médias de masse appartiennent à ces hommes du Sheraton que le cinéaste Michael Moore a si justement surnommés the stupid white men. Leur intérêt à marginaliser les foules de Seattle est évident. Leur intérêt à ce que la majorité ne s'identifie pas à ces foules est évident. Mon point de vue est devenu très clair à Seattle : le diable n'a pas besoin d'autres avocats. La pseudo-objectivité invoquée par les grands patrons des médias de masse n'existe pas au fond. Elle est un leurre gros comme le bras. Elle équivaut trop souvent à de la complicité et, à mon sens, ceux que l'on reconnaîtrait «coupables d'objectivité» dans les cas de désastres écologiques ou sociaux devraient être passibles des mêmes peines que les industriels.

Pour ma part, je ne m'en suis jamais caché : choisir de faire un film sur ceci ou cela constitue en soi un geste délibéré, une intervention. De retour à ma table de travail, j'écris au producteur de Bacon... «Moi, je suis pour un État réellement social-démocrate et prioritairement écologique. Je suis pour une société qui serait distincte en cela qu'elle investirait dans une éducation perpétuelle de sa population et qu'elle oserait se tenir debout devant le chantage des multinationales. Je suis pour une civilisation durable. Je suis pour un commerce équitable. Je suis pour l'agriculture bio. Je suis pour le vélo. Je suis pour les arts. Je suis pour le fleuve Saint-Laurent, les baleines et les humains.»

Le véritable ministère
de l'Environnement du Québec

Quand l'État capitule, qui peut résister?
Laurent Laplante

Je ne me suis pas vraiment mis en recherche d'humains circulaires pour à nouveau porter la cause de la suite du monde. J'avais déjà mes personnages bien en tête. J'avais rencontré en octobre Élise Gauthier, Roméo Bouchard et Maxime Laplante au Kamouraska et ces gens étaient assurément les gisements de résistance les plus furieux que j'avais croisés.

Ils combinaient la culture des livres à celle des écosystèmes. Ils étaient des pragmatiques cultivés. Des gens qui faisaient le lien entre le vivant et la théorie et qui menaient une vie conséquente à leurs convictions. Des gens libres. Des gens avec plusieurs cordes à leurs arcs. Des humains à la hauteur de ce que la vie leur a confié. Ensemble, ces gens constituaient une version efficace, intelligente, progressiste et moderne d'un ministère de l'Environnement du Québec. Ils étaient, avec quelques groupes de la société civile et ONG ainsi qu'avec les citoyens qui les entouraient déjà, le seul véritable contrepoids au lobby de l'UPA. En cela, nous leur devons une fière chandelle.

Moi, en tout cas, je considère que j'ai une dette envers ces gens de parole qui pratiquent la démocratie au jour le jour pour notre plus grand bien. Ils sont une résistance en chair et en gestes. Toujours devant, critiqués et invectivés de toutes parts, leur entêtement acharné (et bénévole) fait notre dignité.

Lors d'une récente présentation de Bacon à Sherbrooke, une jeune femme m'a gentiment rappelé ces mots de Saint-Exupéry qui, je trouve, les décrivent bien : «Sa grandeur, c'est de se sentir responsable. Responsable de lui, du courrier et des camarades qui espèrent. Il tient dans ses mains leurs peines et leurs joies. Responsable de ce qui se bâtit de neuf, là-bas, chez les vivants, à quoi il doit participer. Responsable un peu du destin des hommes, dans la mesure de son travail. Il fait partie de ces êtres larges qui acceptent de couvrir de larges horizons de

leur feuillage. Être homme, c'est précisément être responsable. C'est connaître la honte en face d'une misère qui ne semblait pas dépendre de soi. C'est être fier d'une victoire que les camarades ont remportée. C'est sentir, en posant sa pierre, que l'on contribue à bâtir le monde.»

Élise Gauthier

Elle fait peur à bien des PDG mais au fond, elle a un cœur de pomme; et sous ses allures de dure à cuire se cache une humaniste, une écologiste moderne et convaincue et une femme d'une grande tendresse.

Élise lutte souvent seule au milieu d'un pays qui a commencé de s'enfoncer dans la nuit il y a longtemps. On le sait, le Saguenay–Lac-Saint-Jean est une plaie ouverte à bien des égards. Alumineries, scieries, sites d'enfouissement de post-matières dégueulasses, mines de tout ce que vous voulez avec ce que ça suppose de swamps chimiques, barrages hydroélectriques, etc. Une plaie ouverte. D'après une étude publiée en 2000 par Environnement Canada, la qualité de l'air de cette région du «grand pays sauvage» est la plus déplorable au Canada. Faut-il le spécifier : règle générale, les patrons, les actionnaires et les propriétaires n'habitent pas particulièrement dans le coin? Pas nécessaire. Une longue descendance de politiciens petits bradent notre pays, notre santé, nos écosystèmes, nos forêts, nos eaux souterraines, de père en fils... et veillent sur leurs intérêts.

Femme de tête. Femme de parole. Femme de bagout. Femme debout, Élise en mène large. Elle est une division du ministère de l'Environnement à elle toute seule. Elle est aussi tout ce qu'il n'est plus. Lorsque Élise parle, même les industriels écoutent. C'est qu'elle n'attend pas toujours son tour pour dire les choses et elle ne les dit pas à genoux. La déférence, elle la garde pour les forêts, les rivières et les gens honnêtes.

Élise est personnellement responsable de l'échec de plusieurs compagnies à saccager les écosystèmes autour. Et personne ne la paie. Au contraire : des multinationales lui intentent des poursuites et les représentants locaux du gouvernement continuent de la railler.

J'ai souvent eu envie de m'excuser auprès d'elle, pour tous ces gâchis. De lui dire : «merci et bravo».

Roméo Bouchard

Roméo a beaucoup de voix. Sa démarche de citoyen militant et d'écologiste est conséquente aux engagements de Seattle; il a une pensée globale et il agit localement. L'homme est d'un pragmatisme peu commun. Il pose des gestes et il milite, lui, tous les jours, depuis plus de trente ans.

Roméo est fâché avec son époque. Il marche à l'envers, en se levant le matin. Il résiste à l'indifférence. En plus d'être une bibliothèque vivante, diplômé en histoire, en sciences politiques et en théologie, cet homme du pays a été agriculteur biologique (qu'on devrait d'ailleurs appeler «agriculture», tout simplement, c'est l'autre qu'il faudrait qualifier) pendant vingt ans. Il a fait des mégaporcheries son combat symbolique contre, dit-il, «le glissement du Québec vers une civilisation de parcs industriels». Sorte de José Bové

québécois, il est redouté dans le monde agroalimentaire parce qu'il sait ce qu'il dit, parce qu'il fait ce qu'il dit. Roméo parle, lit, écoute, réplique, se défend bien.

Autour de lui, des milliers de citoyens se sont récemment solidarisés au sein de l'Union paysanne pour faire contrepoids au lobby de l'agrobusiness. Roméo est partout. Il s'impose comme leader non seulement parce qu'il est démesurément dévoué à sa cause, mais aussi parce qu'il a du front, qu'il joue du coude et parce qu'il parle fort. Qui s'y frotte s'y pique.

Au cours de l'an 2000, devant moi, il est parti en croisade contre les bonzes de l'industrie et leurs alliés de la classe politique, finissant par réussir à faire des mégaporcheres un enjeu national (et électoral). Il connaît les lois en cause, virgule par virgule. Il connaît leurs utilités et leurs écueils. Il a mené la lutte dans son village contre une mégaporcherie. Il a été appelé en renfort pour soutenir et conseiller des comités de citoyens de partout au Québec dans leurs combats contre des projets similaires. Il a été convoqué en commission parlementaire. Il est cité dans les textes de droit sur la question et surtout, il connaît des solutions de rechange au régime agricole actuel viables, pour avoir pratiqué l'agriculture en Europe.

Le nouveau président de l'Union paysanne est un incontournable. Avec ou sans lui, je suis convaincu que la suite des choses donnera raison à Roméo Bouchard.

Maxime Laplante

Pour l'UPA et les multinationales de l'alimentation, Maxime est une barre à clous dans l'engrenage. Il en sait trop.

Il a une formation d'agronome, mais il précise rapidement qu'il a dû désapprendre à peu près tout ce qu'on enseigne aujourd'hui dans les écoles d'agriculture d'Amérique du Nord. Il a dû désapprendre le schème logique de la productivité-rentabilité-compétitivité... que trop de professeurs des départements et écoles d'agriculture répètent encore comme un mantra. Il a dû désapprendre cette logique économique qui mène à la chaîne de montage et qu'on applique maintenant au vivant.

Il faut être fait fort pour remettre en question ces équations-là. Il faut être patient. Il faut être libre. Il faut être autodidacte. Il faut être ouvert. Il faut voir loin. Comme Roméo, Maxime a travaillé sur des fermes en Europe autant qu'ici. Il sait qu'on peut faire autrement. Avec sa femme et ses cinq enfants, il possède aujourd'hui une modeste ferme à hauteur d'homme, biologique, diversifiée. Par choix. Par conviction. Quitte à s'arracher la vie pour l'instant. Lorsqu'il est question de collusion entre des élus et l'industrie, de pollution, de centralisation néfaste contre le désir des citoyens ou d'extinction des liens communautaires, Maxime sait de quoi il parle puisqu'il a longtemps été conseiller municipal dans son village aujourd'hui partiellement transformé en parc industriel.

Spécialiste autoproclamé de la jurisprudence municipale, cet homme est une autre bibliothèque vivante bâtie sur les ruines de celle d'un ministère de l'Environnement qui a commencé à qualifier les agriculteurs de «clients». Maxime a été là, comme un guide, tout au long du tournage de Bacon, pour m'expliquer les choses les plus simples sur la ferme comme pour déchiffrer les concepts les plus indéchiffrables du ministère de l'Agriculture du Québec.

Heureusement pour nous, au moment d'écrire ces lignes, Maxime est encore activement engagé dans la lutte pour une échelle humaine en agriculture puisqu'il agit comme secrétaire général de l'Union paysanne.

Bacon, le film

Aux séquences du scénario de Bacon, écrit et monté avec Annie Jean et Sylvain Bellemare, je joins quelques notes et extraits de mes carnets, le récit d'autres histoires vécues avant, pendant et après le tournage du film ainsi que quelques commentaires gardés jusqu'ici sous silence.

D'autre part, j'ai jugé pertinent d'omettre le nom de certains «personnages» du film qui ne sont pas des élus ou des représentants officiels et que le film a sortis de l'anonymat. C'est que je suis profondément convaincu que personne n'a à porter seul la responsabilité du cancer porcin qui ronge le Québec de l'an 2000.

Quiconque a participé aux soirées Bacon à travers le Québec a compris qu'il n'a jamais été question pour moi d'accuser qui que ce soit à titre personnel. Je pense que le problème en est un de régime et peut-être même de société. Nous sommes responsables des problèmes de régime car les régimes sont des créatures humaines.

Conséquemment, si le régime productiviste du ministère de l'Agriculture du Québec nous menait aux désastres environnementaux et sociaux anticipés par de plus en plus de gens bien plus sérieux que moi (sic), tous les Québécois (citoyens, consommateurs, universitaires, financiers, industriels, élus, agriculteurs) en seraient responsables. Inversement, je pense que nous sommes tous, individuellement, une partie de la solution.

Ce dont il faut parler maintenant, à l'échelle nationale, c'est du problème de régime, du problème de société. Et il faut en parler en société.

*

1. Élise Gauthier

Cette femme, qui mesure le poids des mots et des images, s'est préparée à être furieuse devant ma caméra. Je le sais. Je viens filmer sa fureur parce que je la partage et parce que je la juge importante. Elle le sait. Elle m'attend sur son patio en tapant du pied. Elle s'est fait donner une permanente avant que j'arrive. Je ne l'ai jamais vue aussi bouclée. Ça fait mon affaire. C'est qu'elle a décidé de dire des choses importantes. Ernesto «Che» Guevara a toujours dit que la seule vraie différence entre un révolutionnaire qui fait la révolution et celui qui ne la fait pas, c'est l'impulsion. C'est maintenant que ça se joue. Le sort du monde québécois est entre nos mains. Toujours. À chaque instant. Élise a raison : vaut mieux avoir une coupe qui nous plaise quand on décide de virer le monde à l'envers.

Élise. — Y a quequ'un, à Québec, particulièrement au niveau du gouvernement, qui lui a décidé que tous les Québécoises et les Québécois devaient devenir riches! Je sais pas pourquoi. Je sais pas de quel droit y a décidé ça... parce qu'y a pas personne qui y a donné ce mandat-là, à nulle part. Pis pour ça, eh ben... Tout le monde... C'est faux! Tout le monde peut pas devenir riche, O.K.? Donc, les petits, y a décidé d'es écraser. Ceux qui sont déjà riches

vont devenir encore plus riches. C'est ça le problème des mégaporcheres. C'est pas des petits producteurs qui installent des mégaporcheres. C'est déjà des gros producteurs. Soit qu'ils ont déjà une grosse ferme laitière, O.K., qui produit... Soit qu'y ont déjà une porcherie qui fonctionne mais y en veulent une plus grosse...

Elle marque une pause. Elle pense à son affaire. Elle suit un oiseau des yeux.

Élise. — Ce bonhomme-là ou cette bonnefemme-là à Québec, là, a va finir par péter au frette! Parce qu'à devenir trop gros, pis à vouloir devenir trop gros pis à manger le petit... Ben les petits, à un moment donné, ils se serrent les coudes, pis y deviennent beaucoup plus gros, en se serrant les coudes, qu'un gros tout seul.

Tout est là. Tout est dit, madame Élise. L'insurrection peut commencer.

2. Au téléphone

L'été du tournage, j'ai passé des heures au téléphone, à bord de la «Baconmobile» garée devant le parlement, à tenter d'obtenir des entrevues avec les fonctionnaires et les ministres du gouvernement du Québec. On m'a envoyé aux départements des relations publiques en me disant que le cabinet interdisait toute déclaration publique sans autorisation préalable.

Réceptionniste. — Cabinet du ministre Rémy Trudel, bonjour!

Hugo. — Bonjour, madame. J'aimerais avoir la direction des communications s'il vous...

Je n'ai pas eu le temps de finir ma phrase. J'ai été transféré à une boîte musicale qui joue une version insipide d'une célèbre chanson québécoise.

Hugo. — C'est Hugo Latulippe de l'ONF... Merci. Oui...

Réceptionniste. — Je vous la communique, un moment...

Hugo. — Merci beaucoup...

Le drapeau québécois flotte sur le parlement. Soudain... Après deux mois de tergiversations et de tentatives... Un déclic! J'ai le gouvernement au bout du fil.

Employée 1 (trop enthousiaste). — Bonjour, monsieur Latulippe!

Hugo (surpris). — Bonjour, madame, ça va bien?

Employée 1. — Oui, ça va bien! Hé! Ça fait longtemps qu'on essaye de se parler!

Hugo. — Ben oui, ç'a été compliqué! Je vous rappelle pour... toujours les mêmes raisons : une entrevue avec le ministre Trudel pour un film sur l'industrie porcine.

Employée 1 (trop gentille). — Là, on a un solide problème : c'est que monsieur Trudel, depuis trois semaines... n'est à Québec qu'une journée... Là, cette semaine, c'est sûr, sûr, sûr... Il prend l'avion tantôt... On a des semaines comme ça...

Hugo (connaît la musique). — Parfait. Nous, on peut se déplacer n'importe où dans le Québec sans problème.

Employé 2 (inquisiteur). — Ça, vous prévoyez sortir ça quand, cette opération-là, La Filière Porcine?

Employée 3 (vulgaire). — Si tu veux voir le ministre, il faudrait que tu m'envoies toute ton scénario détaillé de ton reportage. J'enverrai pas mon ministre si j'ai pas toutes, toutes, toutes les détails. Pis même quand je les aurai toutes, c'est pas garanti...

Employée 4 (inquiète). — Le résultat de tout ça, est-ce que ça va être un portrait objectif de la production porcine au Québec? (...) Ça sera pas une autre Erreur boréale, là?

Employée 1. — ...puis dépendamment comment ça va être monté, il faut pas que ça tende à biaiser l'information que le ministre veut vraiment... euh... diffuser.

Fondu au noir.

Un ingénieur du gouvernement m'a dit un jour, à propos du tournage de Bacon en cours :

— Vous savez, on s'inquiète un peu de votre film au syndicat...

— Ah oui? J'espère bien.

— On peut peut-être vous venir en aide avec votre film?

— Oui. Commencez donc par convenir avec moi que le projet du gouvernement du Québec et des industriels du porc va nous mener à un désastre environnemental.

— Tout à fait. Vous avez raison.

— Convenez donc aussi avec moi que les ingénieurs sont impliqués dans ce désastre et ont leur part de responsabilité à partir du moment où ils connaissent les risques.

— Euh... il faudra en discuter. Ils sont souvent un peu pris. C'est leur gagne-pain, vous savez. Mais certains d'entre eux sont prêts à vous renseigner, si vous voyez ce que je veux dire.

— Je vois très bien, monsieur, mais moi, je fais un film. Accepteront-ils de me dire ce qu'ils savent devant la caméra?

— Non, jamais. Leur employeur étant l'État, ils perdraient leur emploi le lendemain matin.

— Pardon?

— Vous avez bien compris. Si certains professionnels comme les agronomes et les ingénieurs se mettaient à dire publiquement ce qu'ils savent et ce qu'ils pensent sur ce désastre écologique potentiel, l'État serait en droit de les mettre à la porte, alors ils ne le feront pas.

Je raccroche. Roméo Bouchard est à mes côtés. Il a tout entendu. Il enrage. Il dit : «Il faut reprendre en main notre vie, notre société, notre pays, notre planète. Et pour commencer, il faut reprendre la parole.» Je n'ai pas pu obtenir d'entrevue officielle avec un ingénieur, un agronome, ou un économiste agricole du gouvernement. Le cabinet du ministre leur défend formellement de parler publiquement. Pourquoi? Parce que les fonctionnaires savent...

Les fonctionnaires savent souvent. Ils savent les tenants et les aboutissants du problème. Le désastre, ils le signalent aux élus depuis déjà une éternité. Ils savent comment l'empêcher. Ils savent qu'il existe bel et bien d'autres façons de pratiquer l'agriculture.

Mais il y a un hic. Jusqu'à maintenant, aucun ministre n'a eu le dos assez solide pour assumer ces connaissances devant le Conseil des ministres... Personne, sauf peut-être... le péquiste David Cliche, qui fut brièvement ministre de l'Environnement sous Lucien Bouchard. Il s'est tenu debout un jour, devant ceux qu'il a nommés publiquement les «barons du cochon». Il avait compris l'ampleur du désastre à venir. Il avait osé parler et s'insurger pour nous. En notre nom. Quelques jours plus tard, Lucien Bouchard le mutait au Tourisme. Et depuis... l'ineptie suit son cours.

*

Dans les derniers jours du tournage de Bacon, les attachées politiques des ministres de l'Agriculture et de l'Environnement du Québec (les femmes chargées de vendre leur ministre sur les marchés de l'opinion publique) m'invitent à dîner. Elles sont gentilles. Elles sont

intelligentes. Elles sont bien mises. Elles paraissent bien. Elles sont peut-être même mères de famille.

Jusqu'à ce que... comme ça sans prévenir, elles hijackent la conversation. La rupture est si instantanée qu'on s'imagine mal qu'elles croient que leur cirque fonctionne et qu'on ne perçoit pas les rictus du mensonge et les yeux fuyants ou trop insistants... C'est qu'on les voit venir à des milles avec leurs phrases de vendeuses de sècheuses. Soudainement, elles font un peu tristes; ce ne sont plus elles qui vous parlent mais leurs mandats.

Dans le Québec à la sauce PQ-PLQ-ADQ de l'an 2000, des agentes de communication et des chargées de relations publiques (des femmes, règle générale) trouvent les formules qu'il faut à leurs patrons pour nous faire avaler la fin du monde. Pour qu'elle nous fasse envie. Ces femmes font tous les jours des pieds et des mains, dans un français vulgaire, dans une langue-marchandise, pour que la croissance économique nous apparaisse sexy et incontournable. Au Québec, comme ailleurs en Amérique, nous sommes entrés dans l'ère du mensonge-roi. L'ère du ministre faux jeton. L'ère du sourire en plastique.

En catimini, j'ai quelquefois observé ces femmes qui conseillent les ministres. Elles ont toujours l'air contrit. Malgré le sourire, les palabres et les phrases en polyester. Pauvres madames, réduites à mentir à qui mieux mieux. Réduites à gagner leur vie en camouflant l'essentiel aux journalistes pour faire plaisir à ces hommes pas du tout à la hauteur.

J'espère que ces femmes et «leurs ministres» ont tout de même un peu honte quand ils sont seuls. À moins qu'ils finissent tous par être un peu marteaux et ne plus vraiment faire la part du vrai et du faux. À moins que le mensonge ait simplement remplacé la vérité dans l'échelle des valeurs de ces gens.

N'empêche, je me demande ce qu'elles disent à leurs enfants, le soir, ces dames qui se font un devoir de berner.

— Aujourd'hui, maman a convaincu tout le monde que de polluer l'eau, l'air, la terre, la vie, la beauté... c'est une super bonne idée, puisque ça crée de l'emploi!

— C'est important l'emploi, maman?

— Toi aussi, tu auras un emploi plus tard. Il faudrait que tu commences à y penser d'ailleurs, tu auras bientôt six ans. Savais-tu qu'un lac contaminé au cyanure fait augmenter le PIB puisque pour le dépolluer, on crée des emplois? Et la croissance du PIB, mon enfant, c'est ce qu'un peuple souhaite par-dessus tout.

— C'est quoi le cyanure, maman?

— C'est un super bon poison, super efficace, qu'on met dans les lacs pour créer de l'emploi!

Un jour, peut-être, s'il va à la bonne école, cet enfant posera une question-piège à maman :

«Maman, est-ce que Leni Riefenstahl est coupable, elle?»

— Qui c'est, Leni Riefenstahl, déjà?

— Tu sais, c'est elle qui avait réalisé le film *Le Triomphe de la volonté* à la demande du Parti national-socialiste.

— Et qu'est-ce qu'il montrait, ce film?

— Il montrait des hommes exceptionnellement grands, fiers et beaux, prêts à faire le bien pour l'Allemagne.

— Hum... et d'après toi, est-ce qu'elle était coupable d'avoir fait ce film? C'était seulement pour gagner sa vie après tout... Est-ce qu'elle avait le choix?

— Je crois que oui... On a toujours le choix, maman.

*

Cet hiver, une annonce publiée dans La Terre de chez nous faisait état d'un poste à combler à la direction des communications de la Fédération des producteurs de porcs du Québec.

Maman aurait-elle échoué, cédé à ses doutes ou carrément craqué? Ou alors était-ce qu'on avait tout à coup désespérément besoin de renfort pour informer la population, qui ne comprend pas bien l'agriculture?

3. Qui ne dit mot consent

Un carton. Il y est écrit, blanc sur noir :

Ces gens ont tous demandé à exercer un contrôle
sur le contenu de ce film
ou ont refusé d'y participer :

RÉMY TRUDEL
ministre de l'Agriculture du Québec

PAUL BÉGIN
ministre de l'Environnement du Québec

LAURENT PELLERIN
président de l'Union des producteurs agricoles
du Québec

4. Narrateur

Plan large. Une terre gelée. Le fleuve gelé. C'est l'hiver.

Hugo. — J'ai grandi dans un grand pays sauvage.

Une foule dans les années 1970 scande une rengaine syndicale.

Hugo. — Mes parents étaient plutôt politisés, engagés même, dans un projet de société sociale-démocrate. C'est-à-dire un État qui prend soin du bien commun, qui respecte l'échelle humaine et qui veille, justement, sur le grand pays sauvage.

Une autre foule, dans les années 2000, scande des prix à la Bourse de Chicago.

Hugo. — À un certain moment, je ne sais pas quand exactement, tout cela a dû basculer. Travelling avant, en plongée, sur le fleuve qui débâcle.

Hugo. — En quelques années, le fleuve devant la maison de ma grand-mère a été vidé de ses poissons par des grandes compagnies; les forêts, derrière la maison, ont été transformées en New York Times. (...)

Je fais ce film parce que je suis inquiet, parce que je doute... Je fais ce film plutôt que de devenir terroriste. C'est que je me suis laissé dire, il y a de cela un an, qu'en 2001, il y aurait au Québec plus de porcs que d'êtres humains.

5. La cabane à sucre

Le printemps dans l'érablière de Roméo Bouchard, à Saint-Germain-de-Kamouraska. Des oiseaux et des gens s'en donnent à cœur joie. Roméo explique à la petite famille de Maxime Laplante comment entailler des érables avec un vilebrequin. Les enfants s'amuse à boire l'eau d'érable à même le chalumeau. Sur la belle cabane de bois, faite avec les mains, on peut lire «La cabane à Méo».

Hugo (hors-champ). — La mégaporcherie, elle serait en amont d'ici, Roméo, à Saint-Germain?

Roméo. — Ouais, elle serait en haut. Disons qu'y a une... En ce qui me concerne, ici, à l'érablière, y a quand même une montagne entre les deux. Par ailleurs, y a 28 % du volume de lisier qui serait épandu... tout près d'ici.

Un enfant frappe sur le chalumeau pour qu'il tienne bien dans l'écorce.

Roméo. — Il faut le mettre solide, parce qu'à mesure que la sève monte, ça a tendance à slacker un peu, t'sé...

Maxime. — Oui, ça s'en vient...

Une goutte d'eau d'érable coule déjà.

Les enfants. — Ça coule!

Roméo. — C'est beau!

Au début, il y avait la paix.

C'est le sens de cette séquence, pour moi. Jusqu'à tout récemment, les humains ont su vivre sans mettre en danger la vie sur Terre. Ici, au Québec, le mélange des savoir-faire et des savoir-vivre sauvages et français a donné naissance à une formidable culture nordique bien distincte. À une tradition à échelle humaine respectable et foisonnante.

Depuis la sortie du film, des représentants de l'industrie m'ont accusé de passéisme. J'ai répondu que pour moi, la modernité n'était pas associée au progrès technique ou technologique, mais bien au progrès humain. Conséquemment, je ne crois pas que l'infrastructure nécessaire à l'agriculture industrielle, qui non seulement condamne les agriculteurs au stress de l'endettement mais a aussi pour effet de déshumaniser leur rapport aux écosystèmes, soit un progrès. Au contraire. Du haut d'un tracteur d'un quart de million de dollars ou à l'intérieur d'une usine d'animaux qui a coûté un million de dollars à bâtir, la nature et le vivant deviennent une pure source de revenus qui sert à éponger une dette plutôt qu'une source de vie, de bonheur, de savoir, de partage et d'émerveillement.

Vu de cette façon-là, oui, je trouve que les anciens avaient raison de respecter la terre, les rivières et les humains. Vu de cette façon-là, oui, je me sens un peu nostalgique de cette époque que je n'ai pas vécue. Sans y revenir, je pense qu'on peut néanmoins s'en inspirer pour continuer, plutôt que de tout nier. L'effet combiné de la révolution verte et de la Révolution tranquille a eu, dans le Québec agricole, l'heur de nous faire entrer dans le XXI^e siècle le nez dans le cul des industriels américains, qui ne sont pas, on le sait, toujours particulièrement fréquentables en matière d'humanisme et d'écologisme.

Vu de cette façon-là, oui, je pense que la modernité implique une certaine réflexion sur le passé. Il faudrait arriver à s'avouer que nous avons fait fausse route depuis quelques années. Il faudrait arriver à l'accepter au plus vite, que ce soit réglé. Comme pour une chicane. Comme si nous avions bêtement bataillé avec la nature, pendant un temps...

Il faudrait que les humains prennent l'initiative des excuses.

Ensuite, enfin, on pourra revoir notre façon d'être humain en général et réapprendre à vivre sans faire autant de bruit.

Réapprendre à marcher doucement.

Réapprendre à parler doucement.

Sans quoi il m'apparaît évident que les Québécoises et les Québécois, comme les autres peuples du monde, marcheront plus rapidement que prévu vers l'extinction. Moi, en tout cas... marcheur de pays, vélocipède convaincu, avironneur d'instinct et petit animal doté d'intelligence, je perçois désormais un danger exponentiel. Un danger surmotorisé. Et il me semble que plus je me rapproche de lui, plus il fonce sur moi.

6. L'industriel du porc

À bord de son pick-up, l'industriel me fait visiter son coin de pays au son de la musique de Garth Brooks. Il connaît bien les paroles et il maîtrise l'accent texan. Il a l'air content. Il sourit.

Hugo (hors-champ). — As-tu une ferme dans ce coin-ci?

L'industriel. — Ça, c'est une porcherie... C'est un de mes clients...

Travelling latéral. On aperçoit une rivière, puis, au premier plan, une fosse à fumier en béton.

L'industriel. — J'ai bâti ça v'là... cinq ans. Ben, moi j'arrive dans un champ, su'l gars... Il dit : je veux avoir une porcherie... (rire) Le gars, y a son permis de l'environnement, toute le kit... Le plan de localisation... Ben moi, je fais toute de A à Z... L'excavation, la fosse, la porcherie, les équipements, la ligne électrique, l'électricité, toute le kit... clés en main! Pis ensuite j'y signe un contrat pour cinq ans... comme quoi y va faire un revenu minimum garanti de X montant par année... avec une prime de bonus en surplus... selon son efficacité... Pis ça va ben. À date, y en a pas un qui m'a lâché. Eux y font de l'argent, pis moi ben... la business marche... Là, on arrive sur les lieux de ma nouvelle construction...

L'industriel dirige ses hommes sur le chantier. Des bulldozers et des camions s'agitent. Et aussi loin que les yeux peuvent voir s'étendent les champs de maïs.

Hugo. — Ton père serait surpris de voir la ferme aujourd'hui?

L'industriel (moins à l'aise). — Ouin... Y trouvait que... Y trouvait que j'y allais raide pas mal... Tu sais que... Y trouvait que j'allais trop vite. Lui... Eux autres, là, y ont connu la Révol... la Révolution tranquille!

Malaise. Visiblement, l'industriel ne sait pas ce qu'est la Révolution tranquille!

L'industriel. — Pis... lui mon père, y tirait 15 vaches, 20 vaches... Pis y cherchait pas à monter plus que ça... tsé... Pis moi, ben j'achetais plein de terres... Je... C'était pas... C'était pas comme lui y pensait. J'achetais un voisin pis y m'disait : «Qu'est-ce tu fais là?» Tu sais... y trouvait ça trop gros... y trouvait que ça allait trop vite.

Plan de la meunerie Shur-Gain de L'industriel qui ressemble plus à une centrale thermique qu'à une ferme. L'agriculture industrielle en bâtiment.

L'industriel et moi

On ne lutte qu'en faisant irruption dans leur monde.

Charlie Chaplin

Je suis cinéaste; je suis à l'affût de ce qui rend les humains faillibles et donc humains.

L'industriel a toujours été mon personnage préféré. Il m'a toujours été extrêmement sympathique. L'industriel est un homme franc, un homme qui porte sa vérité sur le front. Il s'assume, même devant une caméra. Je trouve que ça a une grande valeur. C'est pour cette raison que je l'ai choisi pour incarner le self-made man.

Je vais plus loin. Je l'ai choisi pour incarner le grand industriel du porc parce que je pense qu'on peut se reconnaître en lui, qu'on peut reconnaître un oncle, un père, un ami. Moi, je me suis reconnu en lui. Le nier serait trop facile et on se déresponsabilise vite en niant nos ressemblances avec ceux qu'on catégorise bêtement comme mauvais. D'un point de vue humain, L'industriel n'est pas une exception ou un extraterrestre. Au contraire, je pense qu'il incarne bien l'Occidental moyen. Celui qui cherche à s'enrichir, quitte à oublier la qualité de vie des autres ou à ignorer l'impact de son mode de vie ou de son gagne-pain sur l'équilibre écosystémique. Celui qui profite d'un régime mis en place par un État affaibli par le lobby de ses pairs et d'allégeance néolibérale. Celui qui ne fait pas le lien, parce qu'il n'ose pas ou qu'il n'a pas les connaissances pour le faire, entre son mode de vie et l'état du monde.

On a tous un L'industriel en nous. Parfois. Souvent. Ça dépend des gens. L'industriel est bon mais il lui arrive de faire du mal... Il est humain. Le plus important demeure cependant qu'à partir du moment où il prend conscience des enjeux, il a tout ce qu'il faut en lui pour régler le problème. Comme chacun de nous.

Après coup, sa franchise et son honnêteté ont bien embêté les services des relations publiques de la Fédération des producteurs de porcs du Québec et de l'Union des producteurs agricoles du Québec. Ils se sont dits embarrassés. Ils ont dit ne pas se reconnaître dans cet homme qui ne ment pas. Je soupçonne même que pour eux, cet homme soit un primitif parce qu'il n'a pas appris à mentir efficacement.

Il reste que L'industriel m'a donné un grand coup de main en m'accordant son temps à l'été 2000. Il m'a aidé à mettre le doigt sur des éléments très précis qui sont au cœur du sacrilège que l'on commet tous au jour le jour, chacun à notre mesure, dans nos vies d'homo occidentalus.

Grâce à lui, en tout cas, à sa présence dans la balance, le film est devenu complexe. Est devenu l'observation des deux humanités qui s'affrontent peut-être en chacun de nous. Devenir riche ou durer. Se servir sans égards pour la suite du monde ou léguer aux générations à venir un monde à échelle humaine. Chacun de nous navigue entre ces eaux, résout ce conflit intérieur à sa façon. Certains choisissent de ne jamais regarder les dégâts de la société de surconsommation, de surproduction. D'autres s'interposent courageusement et bloquent la route du néolibéralisme sauvage, s'aliénant inévitablement les premiers. Et entre ces deux camps, il y a la majorité, qui tient les rênes de la démocratie.

7. Lac-Saint-Jean

Dans un champ du village de Normandin, autrefois défriché par la famille de Roméo Bouchard, les pères et mères fondateurs de ce film discutent : Laure Waridel, Roméo Bouchard, Maxime Laplante et Élise Gauthier.

Roméo. — Aujourd'hui, regarde les fermes alentour. Il en reste, je pense, dans le rang ici... trois grosses fermes!

Élise. — Des petites, Méo, y en reste-tu encore?

Roméo. — Des fermes familiales, y en a plus.

Élise. — Ça a pas l'air.

Roméo. — Non, presque plus. Ben, c'est des fermes familiales. Ils appellent ça familiales mais c'est des fermes de deux millions tsé, qui ont... qui ont consolidé leur terrain avec une dizaine d'autres fermes, tsé. Puis les installations sont de plus en plus industrielles. Un peu comme en Montérégie. Tu vois apparaître à tous les kilomètres un paquet de silos, de bâtiments. Pis là, ça va grossir encore plus. Faque toute cette appartenance-là au territoire qu'on avait... Ici, tu sais, y a pas une roche, y a pas un fossé, y a pas un... la track des chars ici, tout ça, ça faisait partie, ça structurait une vie quotidienne.

Élise. — Oui, quand tu l'as défrichée, elle t'appartient cette terre-là. Tu l'as dans le sang, c'est elle qui circule dans tes veines, parce que c'est elle qui te fait vivre. Tandis que là, ils n'ont plus aucune appartenance... C'est de la production pour la production.

Roméo. — On est passé, au Québec, en l'espace d'une trentaine d'années, dans les campagnes, du Moyen Âge à l'ère moderne. Pis là, un autre trente ans pis on est rendu su'a lune! On est rendu dans des paysages lunaires presque... avec le parc industriel à l'horizon.

De vieux bâtiments de ferme en bois tombent en ruine.

8. Le Sommet de Saint-Hyacinthe de 1998

La fièvre de la consommation
est une fièvre d'obéissance à un ordre non énoncé.
Pier Paolo Pasolini

Ce sommet fut l'équivalent d'un Sommet économique de Davos pour le milieu agricole québécois. Il est remarquable, sur les images d'archives du ministère de l'Agriculture du Québec que j'ai consultées, qu'un fort pourcentage des congressistes, élus du gouvernement

ou industriels de l'agriculture, répondent à la description suivante : homme blanc, d'allégeance néolibérale, âgé de 55 à 65 ans, l'air contrit et souffrant d'obésité exogène.

Ces gens disent être «nos décideurs». Ils sont censés nous représenter. Pourtant, il me semble que je ne partage à peu près rien avec ces gens, si ce n'est l'écosystème. Le projet qu'ils ont mis sur pied au cours de ces jours-là est le projet de mort qui détruit actuellement les écosystèmes des campagnes du Québec.

Chef d'antenne SRC. — Le secteur agroalimentaire québécois veut mieux s'outiller pour affronter la concurrence mondiale. Les participants au sommet de deux jours à Saint-Hyacinthe ont convenu qu'il faudra assouplir certaines règles...

Journaliste SRC. — Pendant deux jours, les discussions ont porté sur la croissance, l'exportation...

Guy Julien, ministre de l'Agriculture. — Ce qui nous réunit ici tient en un mot : la CROISSANCE.

Laurent Pellerin, président de l'UPA. — Les objectifs qu'on s'était fixés pour les discussions dans ce sommet-là, les choses qu'on voulait atteindre, ont les a tous mis s'a table, on les atteint. Les objectifs de croissance sur lesquels on avait travaillé ont été endossés par l'ensemble des partenaires ici.

Lucien Bouchard. — Nous allons poursuivre inlassablement trois objectifs chiffrés : créer 15 000 emplois dans les secteurs agricole et agroalimentaire... et pour y parvenir, investir sept milliards et demi de dollars pendant cette période et doubler le volume de nos exportations pour qu'il atteigne quatre milliards de dollars. Au cours des années qui viennent, lorsque les emplois nouveaux seront créés partout au Québec grâce au nouveau dynamisme de nos entreprises, vous pourrez dire : j'y étais, en mars 1998, à Saint-Hyacinthe, quand nous avons décidé de voir grand. Merci.

Les «décideurs» donnent une longue ovation debout à leur chef.

Voir grand. De l'anglais Think Big. Idée chère à Elvis Gratton. À ce chapitre d'ailleurs, «les décideurs» semblent malheureusement tous sur la même longueur d'onde. On voit grand. On ne voit que grand. On rêve d'être une star, on rêve d'être riche, on rêve d'avoir la voiture la plus puissante, on rêve de multinationales compétitives sur les marchés internationaux, on rêve d'usines plus productives, on rêve de rendement et de performance, on rêve de croissance, de complexes industriels et de conglomerats... On rêve de conquêtes. On veut être celui qui pisse le plus loin. À tout prix. Quand on veut, on peut.

Mais. Mais n'apparaît-il pas de plus en plus évident que le rêve américain d'Elvis et ses amis est en passe de devenir le cauchemar de la planète entière?

Au-delà de la pollution des cours d'eau, la présence des mégaporcheres soulève des questions qui touchent les fondements mêmes de la démocratie. C'est qu'une poignée d'industriels et de représentants de l'État ont décrété que le Québec deviendrait un des principaux exportateurs de porcs au monde. Or, la population québécoise n'a jamais été consultée avant de se lancer dans ce projet. Et je crois que c'est une hérésie parce que les objectifs ont l'ampleur d'un projet de société.

In the new global economy, my friend, we, the Québécois, are going to be the pig keepers. Les Suisses fabriquent des horloges, les Français produisent du bon vin, les Belges, du

chocolat. Nous, désormais, on fait du porc. Et pas du porc raffiné. Des carcasses! On s'est donné comme projet de surproduire un maximum de chair au plus bas prix possible, car nous exportons à bon marché. Le Québec a opté pour une solution complètement rétrograde, soit la production industrielle, qui n'est véritablement avantageuse, soit dit en passant, que pour une poignée de gros producteurs : les intégrateurs, cinq ou six magnats du porc, qui s'enrichissent grâce à l'exploitation des ressources humaines et naturelles du Québec.

9. L'usine

L'homme moderne ne se perçoit pas
comme faisant partie de la nature,
mais comme une force extérieure.
E.F. Schumacher

Beauce. Sur une petite pancarte à l'entrée du chemin qui mène à la mégaporcherie, il est écrit : «Défense d'entrer. Statut sanitaire protégé». De la marde liquide est projetée d'un canon à marde dans une fosse à marde.

Des millions et des millions de gallons de marde liquide sont déversés dans les écosystèmes du Québec chaque année, comme autant de venin. Tel est le sens du rêve d'Elvis et ses amis. Et nous, collectivement, sommes réduits à gérer ces millions de gallons de poison et à assumer ensemble les coûts environnementaux et sociaux de leur épandage. Je vous vois d'ici, envahis par un grand sentiment de fierté patriotique. Un peu, probablement, comme lorsque Trudeau nous avait regardés un moment, l'œil mauvais, et avait dit : «Petit peuple.»

Travelling avant dans un couloir glauque de béton jauni, faiblement éclairé. Nous suivons un homme qui porte un petit ordinateur en bandoulière.

Nous sommes dans un lieu concentrationnaire. L'air est chargé d'une odeur infecte, une sorte de mélange légèrement sucré d'hôpital, de céréales et d'excréments. Qui a dit que le bacon n'avait pas d'odeur? Foudroyé par l'écœurance aiguë, je perds l'équilibre à l'occasion mais j'essaie de ne pas le laisser paraître. Je vois des étoiles. Le gérant s'en aperçoit et il rigole. À un moment, il me dit : «T'as pas l'air habitué à l'agriculture, le jeune.» Je souris mais je n'en reviens pas. Je repense aux tranches de bacon mangées le matin même et je me dis : jamais plus. Jamais plus. Jamais, jamais.

Je n'ai effectivement plus jamais mangé de viandes
d'usine depuis ce jour-là. Comme le dit la pub d'Équiterre : astheure, moi, je mange bio!

Le gérant entre dans une première pièce où des centaines de truies sont alignées dans des cases de fer et de béton. Le seul mouvement qu'elles peuvent faire est de se mettre debout. À son arrivée, elles se lèvent toutes en grognant. Il s'approche de l'une d'elles et lui tâte le ventre avec son appareil. Il procède à une échographie.

Le gérant. — Les petits ronds noirs qu'on voit, c'est des embryons...

Hugo. — Combien de porcelets te donne chaque truie?

Le gérant. — Chaque truie me donne onze point cinq porcelets vivants... En moyenne.

Hugo. — Faque le truc pour toi, c'est d'en avoir le plus possible finalement.

Le gérant. — Le plus possible de porcelets?

Hugo. — Oui.

Le gérant (embarrassé). — Faut maximiser nos performances, pour... Il faut sortir le maximum de porcelets... le maximum de productivité... pour réussir... à dégager des profits dans notre entreprise.

Armés d'une télécommande, le gérant et son employé font circuler un verrat à bord d'un chariot d'acier devant les truies en chaleur, pour les exciter. Puis, ils inséminent les truies à l'aide de tubulures de plastique qu'ils enfoncent jusqu'au fond de leurs entrailles. Le sperme est rose, il ressemble à du Jell-O aux fraises.

Le gérant (fier). — Ici, la ferme est 100 % insémination artificielle. Depuis... Ça fait quatre ans qu'y a aucune relation sexuelle qui se passe à la ferme. C'est toute de l'insémination...

Nous suivons le gérant dans un autre couloir sombre. Puis, dans une pièce où de tout jeunes porcelets têtent leur maman qui est étendue dans un nouvel enclos de béton et d'acier, sur un plancher latté en plastique. Le gérant s'approche d'une truie en travail avec une seringue.

Le gérant. — Ça, c'est pour accélérer la... C'est une injection d'oxytocine. Ça va accélérer les contractions.

Un porcelet arrive au monde aussitôt. S'il survit à la vie concentrationnaire, il sera tranché en bacon dans 20 semaines.

À la suite des reproches faits par certains membres de l'industrie quant aux images de mégaporcherie contenues dans le film, il est important de noter que cette usine nous a été recommandée par les gens du service des relations publiques de la Fédération de l'UPA comme exemplaire. Toujours d'après la Fédération, les mégaporcherie qui fonctionnent comme celle du film représentent 98 % des usines de porcs au Québec.

10. Le président de la Fédération des producteurs de porcs du Québec

Nous avons interviewé cet homme confus, qui a tout de même le mérite d'être le seul «décideur» à nous avoir donné une entrevue.

Hugo. — Comment ça se fait qu'on est embarqués dans un schème qui mène toujours vers plus gros?

Clément Pouliot. — La mondialisation, c'est ce qui a permis, je dirais, d'augmenter l'efficacité de la production porcine dans son ensemble. Les producteurs, en étant sur les marchés internationaux, ont dû demeurer compétitifs puis ont dû faire de la qualité. Alors c'est un des aspects importants de la mondialisation, si on veut. N'eût été de la mondialisation, la production porcine ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. L'efficacité de la production porcine ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Puis, possiblement qu'on se ferait ENVAHIR par d'autres pays... ou d'autres provinces... Alors les producteurs, dû à la mondialisation, ont découvert des possibilités, évidemment, d'aller chercher des parts de marché, mais en même temps, ont dû faire les efforts nécessaires pour garder ces marchés-là. Et je pense que c'est ça qui fait en sorte qu'aujourd'hui, on a une industrie... ou une production vraiment... en bonne voie.

Règle générale, les promoteurs porcins d'aujourd'hui ressemblent plus à Clément Pouliot qu'à L'industriel. Ils portent la cravate et le complet, et cela suffit parfois aux villageois pour leur trouver l'air respectable.

Après la sortie du film, monsieur Pouliot s'est plaint sur la place publique du fait qu'on n'ait pas retenu les images tournées dans son usine et qu'on n'ait pas rendu publique toute l'entrevue faite avec lui. J'avoue ne pas avoir encore bien compris pourquoi. Son usine m'est pourtant apparue identique aux autres. Aussi, j'avais décidé de ne pas montrer davantage l'entrevue pour la bonne raison qu'il me semblait qu'elle aurait été jugée trop sensationnaliste tant Clément Pouliot multipliait les bévues.

Par exemple (puisqu'il a insisté), lorsque nous lui avons demandé s'il serait prêt à boire un verre d'eau de la rivière Etchemin, près de chez lui, il nous a dit sans hésiter que oui. Or, tout le monde sait que la rivière Etchemin est l'une des plus contaminées au Québec. À certaines périodes et dans certains coins d'intense activité porc-maïs, elle s'apparente plutôt, d'un point de vue biologique, à un égout qu'à une rivière. D'après un spécialiste en la matière, le docteur Pierre Gosselin du Centre hospitalier de l'Université Laval, Clément Pouliot aurait de bonnes chances d'en mourir. Pire, lorsque nous lui avons demandé de nous définir, en quelques mots, la Loi québécoise sur la qualité de l'environnement, monsieur Pouliot nous a avoué candidement ne pas la connaître!

Évidemment, il y avait fort à parier que l'industrie aurait le réflexe de crier à la partialité et qu'elle citerait des études scientifiques contradictoires, dont celles qu'elle a commandées à des universitaires, à des scientifiques qui n'ont pas vraiment le courage de mordre la main qui les nourrit. D'autre part, honteusement, on joue souvent sur l'incertitude scientifique, sur le flou d'une pollution, de fait, souvent invisible... Mais des gens devront-ils mourir, des citoyens s'insurger violemment pour freiner sinon arrêter ces multiples lobbys industriels qui galvaudent à qui mieux mieux des expressions comme «développement durable» jusqu'au jour où les désastres surviennent?

11. L'industriel du porc

Nous roulons à nouveau à bord du pick-up. L'industriel nous fait visiter son domaine, comme un seigneur des temps modernes. Dans tous les rangs de tous les villages avoisinants, il pointe une maison, des véhicules, de la machinerie, des pick-ups, des porcheries, des champs de maïs, et même des gens... qui sont à lui.

Hugo. — Les techniques ont pas mal changé, j'imagine, dans les dernières années?

L'industriel. — Ah ben... Aujourd'hui, c'est... c'est le signe de piasse, hein... Tu fais quelque chose... C'est comme des industries, hein... Je vois ça comme... c'est un peu... C'est le même type qu'une shoppe. Nous autres c'est des shoppes à viande, au lieu d'être une shoppe de textile... Il faut qu'à se rental... bilise par elle-même... ta shoppe, là. Il faut que tu prennes les meilleurs moyens nécessaires pour que ça coûte meilleur marché que ton voisin, faut que tu sois toujours meilleur que le voisin... pis toujours... de plus en plus meilleur que n'importe qui... C'est ce qui fait que ça avance pis ça fait la réussite d'un entreprise.

Hugo. — Ça c'est tes champs, à gauche?

L'industriel. — Oui, c'est des champs de maïs.

Hugo. — Pourquoi du maïs?

L'industriel. — Ah, ben le maïs c'est une plante qui demande beaucoup de lisier...

Il rit. Il fait une pause pour regarder ses champs.

L'industriel. — ... pis on n'a en masse! Sur des céréales, comme de l'orge, de l'avoine, on peut pratiquement pas mettre de purin parce que c'est trop riche en azote, hein... pis ça l'écrase. Pis là, quand ça l'écrase, ben c'est pas ramassable quasiment avec une batteuse... Ça fait de la perte beaucoup.

Travelling latéral sur un long bâtiment de béton au milieu d'un champ de maïs.

Il n'y a malheureusement pas de fenêtres sur ces bâtiments. Si les gens voyaient d'où proviennent désormais leur jambon, leur bacon, leur saucisson, probablement qu'ils n'en mangeraient plus.

12. Narrateur

Série de plans d'autrefois, en noir et blanc, tournés aux Éboulements par l'ONF, où l'on voit des habitants du Québec rural pratiquer l'agriculture avec les mains.

Hugo. — Depuis la nuit des temps, les agriculteurs ajoutaient de la paille aux fumiers pour en faire un compost qui nourrissait la terre. La vie à la campagne était alors «circulaire», c'est-à-dire que l'humain et la terre se rendaient la pareille. C'était donnant, donnant.

Série de plans où l'on voit des canons à lisier déverser leur plein de marde dans d'immenses fosses en béton.

Hugo. — Le cauchemar a commencé lorsque les industriels se sont mis à ajouter de l'eau au fumier. Du coup, ils diminuaient leur charge de travail et augmentaient leur productivité.

Hugo. — En quelques années, le volume de fumier de porc à épandre sur le territoire a été multiplié par cent.

13. Archives de Radio-Canada

Chef d'antenne RDI. — La pollution agricole représente la plus grande menace pour la qualité de l'eau au Québec. Dans un rapport rendu public aujourd'hui, la Commission sur la gestion de l'eau recommande plusieurs mesures pour protéger...

Journaliste SRC. — Cependant, dans trois bassins de rivières, ce n'est plus 60 % mais bien 80 % de la pollution des eaux qui provient de l'agriculture...

Autre journaliste SRC. — ... et qui contamine encore nos cours d'eau. C'est celle d'agriculteurs, devenus industriels, et en même temps, pollueurs!

14. Guildor Michaud

Monsieur Michaud est à la retraite. Il fait un peu d'ébénisterie par plaisir. Il lit beaucoup aussi. Il vivait heureux avec sa femme, sur le bord du fleuve, à la hauteur de Sainte-Croix-de-Lotbinière, avant l'arrivée des mégaporcheres.

Ce matin, comme tous les matins, il apporte une pancarte au bord de la route avec un vieux tracteur Massey-Ferguson rouge. Il y est écrit : «Bienvenue dans un monde à porcs.»

Guildor. — Est-ce qu'elle est visible? D'habitude, je tourne ma remorque, puis je m'attache... je m'enchaîne! J'ai un cadenas pis je l'enchaîne après le poteau.

Hugo. — Comment ça se fait que vous l'enchaînez?

Guildor. — Parce qu'y a des gens qui semblent faire des collections d'affiches. Alors j'en ai perdu deux jusqu'à date... Celle-là j'aimerais la garder un petit bout de temps. Au moins une semaine. Alors en la mettant dans la remorque comme ça, le soir je la ramène à la résidence. J'espère la conserver.

Hugo. — Qui vient la chercher?

Guildor. — Ça, j'ai aucune idée... Sans doute des gens qui sont dans l'opposition par rapport à notre prise de position quant à la venue des porcs chez nous, là. Mais je ne sais pas qui vient les prendre. Tous les gens qui ont mis des affiches ici ont été visités par des gens, la nuit, puis y ont vu leurs affiches disparaître.

15. L'industriel du porc

Nous roulons toujours à bord de son pick-up. Je viens de lui dire que je fais ce film parce que j'ai des soucis quant aux impacts environnementaux et sociaux de son industrie.

L'industriel (a pris un air soucieux). — Grosse industrie en importance au Québec, ça, le porc. Puis du bacon, ça pousse pas d'in branches d'arbres. Faut faire ça... Pis ben ça pollue pis nous autres on est mal vus là-dedans. On est mal vus, les producteurs, on est comme des pollueurs, pis des tueurs quasiment... par les gens de la ville. (...) Mais tout le monde veut manger de la viande... Quelqu'un qui s'en vient se construire en campagne, ben lui, y veut pas rien sentir pis y veut pas qu'on étende de fumier pis... y veulent pas avoir d'odeurs, rien... Mais c'est assez compliqué de faire plaisir à tout le monde!

L'industriel a raison. Chaque fois qu'on achète du porc d'usine québécois, on contribue, à notre façon, à détruire notre pays. Il faut apprendre à être conséquents comme consommateurs.

D'autre part, rien n'excuse à mes yeux le fait que certains bénéficient de subventions du gouvernement pour continuer de polluer le bien commun. Nous sommes «citoyens» avant d'être «consommateurs» et la démocratie demeure le meilleur système que les humains aient trouvé pour s'organiser.

Les solutions au problème des mégaporcheres sont multiples. Il y a des solutions dites démocratiques. Il y a des solutions dites de consommation. Il y a des solutions qui passent par l'action directe, la désobéissance civile, l'éducation, etc. Je pense qu'elles sont toutes nécessaires et qu'on ne doit pas obligatoirement les intégrer dans un plan structuré et cohésif. Si chacun réfléchit à la portée de ses actions et de ses non-actions quotidiennes, la solution émergera d'une convergence spontanée et démocratique de toutes ces stratégies.

Nous marchons maintenant derrière L'industriel, au milieu d'un terrain vague. Au troisième plan, on devine une mégaporcherie.

L'industriel (l'air plus fatigué). — Tu veux-tu aller voir sur la montée, pour voir une vue d'ensemble?

Hugo. — Oui, oui. O.K. Y avait pas de fosses avant?

L'industriel. — Avant y avait pas de fosses... Mais on mettait de la paille... Autrefois, on gardait des cochons, on mettait de la paille, pis de la ripe... avec un nettoyeur, ça faisait un petit tas de fumier pis une grosse étang de marde... parce que ça en prend beaucoup de la ripe pour embiber...

Nous sommes devant une énorme piscine de béton remplie de caca liquide.

L'industriel. — C'est un autre principe ça mais... c'est pas la meilleure façon. Ça coûte quatre piasses de ripe par cochon pour faire des cochons sur... sur litière comme ça. Tout de suite c'te quatre piasses-là, c'est pour erien. Pis y ont tellement d'exercice là-dedans... On dirait qu'y dépensent leur énergie à fouiller là-dedans pis à... marcher! Ça fait que ça prend pas mal plus de moulée. Le gain... la conversion alimentaire est pas bonne. On l'a essayé. Ça vaut pas le coup.

Hugo. — Y grossissent pas assez vite?

L'industriel. — Ça grossit assez vite mais y ont beaucoup trop d'exercice là-dedans pis y prennent trop de moulée pour faire une livre de chair. Faque c'est tes profits qui s'envolent, ça.

Limpide, non?

16. Manger

Série d'images glauques de porcs à l'engraissement et de truies gestantes.

Il y aurait du cannibalisme dans les parcs de ces animaux dégénérés souvent fous furieux. C'est que plus ils grossissent, moins il y a d'espace dans les parcs... plus ils dégèrent. Et le cannibalisme, c'est pas beau. Le cannibalisme, ça fait des traces sur les carcasses et les marchés internationaux n'aiment pas ça.

Pour remédier à cette situation, on leur coupe les dents. La plupart du temps, aussi, ils n'ont plus de queue et on leur taillade les oreilles. On coupe tout ce qui dépasse, en fait, pour éviter les tentations. Quand c'est pire que pire, que l'enfer prend dans ces usines de la mort à manger, on a aussi recours aux calmants.

De plus, on les garde dans le noir. Comme ça, on est sûr qu'ils dorment et quand ils dorment, ils ne pensent pas à se manger les uns les autres... et cela a l'avantage de coûter moins cher de moulée puisqu'ils ne se dépensent pas. Ils grossissent plus vite. Ils mangent, point. Non. Ils mangent, ils dorment, ils défèquent, ils meurent et... vous les mangez.

Mais avant, eux, ils mangent du maïs et des médicaments. Des médicaments, parce qu'on a découvert que ça les fait grossir plus vite. Donc, ça coûte moins cher de moulée, au bout du compte. Du maïs parce que le maïs pousse bien dans les champs toastés au lisier. Puis, malheureusement, ils mangent de la marde, ces joyeux drilles. Toute leur vie coincés dans leurs très sympathiques parcs d'engraissement, ces fantasmes mutagènes de la cupidité des humains pataugent dans leur propre schnoutte et dans celle de leurs comparses. L'agriculture

moderne, c'est ça... et moi «je ne connais rien à l'agriculture», me disent des producteurs industriels quand je leur en parle.

Pourtant, je l'ai vu de mes yeux vu, les porcs de l'éleveur biologique de Yamachiche Jean-Pierre Clavet s'alimentent dans un certain coin de l'enclos, dorment dans un autre et défèquent dans un autre. Contrairement à ce que pensent les Elvis Gratton de l'agriculture, seconde Maxime Laplante, les porcs sont des animaux propres.

D'autre part, le film n'abordait pas directement la question de l'éthique quant à nos comportements avec les animaux et avec le vivant. Or, plusieurs textes d'opinion publiés dans les médias à la suite du lancement du film traitaient de cette question. Je pense effectivement que cet autre souci légitime fait partie d'un ensemble de questions que l'on doit se poser maintenant dans le cadre d'une réflexion pleine, complète et circulaire. N'en déplaise aux universitaires qui soutiennent parfois que ce genre de questionnement ne peut provenir que de gens qui «connaissent» l'agriculture.

Les Européens ont d'ailleurs encore une fois une longueur d'avance sur nous à ce chapitre : des lois quant à l'éthique en agriculture sont en chantier dans plusieurs pays d'Europe, notamment en Allemagne.

Histoires entendues aux quatre coins du pays

Dieu créa l'homme à son image, il le créa à l'image de Dieu, il créa l'homme et la femme. Dieu les bénit, et Dieu leur dit : Soyez féconds, multipliez, remplissez la terre, et l'assujettissez; et dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, et sur tout animal qui se meut sur Terre.

Ancien Testament

Alphonse est vétérinaire et il a la cinquantaine sympathique. Il ne veut pas être entendu. Il a déjà ben assez de trouble. Il chuchote. «Savais-tu qu'au Québec, beaucoup d'éleveurs industriels ne mangent même pas ce qu'ils produisent?

— Pardon?

— T'as bien compris, mon jeune. Je sillonne le pays depuis 30 ans et j'ai jamais vu ça... À la grandeur du Québec, j'entends de plus en plus d'éleveurs de vaches à lait qui ne boivent plus leur lait. J'entends de plus en plus d'éleveurs de porcs, de veaux, de bœufs et de poulets qui ne mangent pas la viande qu'ils produisent.

— Pourquoi?

— Parce qu'ils savent ce qu'il y a dedans.

— Dedans...?

— Dans la viande. Les intégrateurs leur fournissent de la moulée médicamentée et des farines carnées. Le ministère de l'Agriculture, les facultés d'agriculture et les vétérinaires les incitent à bourrer leurs animaux d'hormones et de médicaments, le régime agricole québécois les force à engraisser le plus grand nombre de bêtes dans le moins d'espace et de temps possible... Dans ces conditions-là, faut pas s'étonner de voir ces pauvres bêtes manger leur propre m..., si c'est pas se manger entre elles, à longueur de journée. Ben souvent, en fouillant dans la ferme, tu vas te rendre compte que les gens se gardent une, deux, trois bêtes en cachette, dans le champ, au pâturage, sans hormones, sans médicaments. Ça, c'est pour la famille. Le reste, ben c'est pour nous autres qui, à l'épicerie, jugeons la qualité du morceau de viande aux couleurs de l'emballage styro-mousse et à la date d'expiration!»

À partir du moment où Alphonse m'a confié ce détail, je l'ai cité publiquement, lors des discussions après les projections. Depuis, des dizaines de producteurs agricoles sont venus me répéter la même chose à l'oreille. Dans le silence, pour ne pas être entendus. Pour ne pas être dénoncés à l'UPA.

*

Le cuistot de Monsieur et Madame Tout-le-monde, Daniel Pinard, lui, me disait : «Ça fait longtemps que ni moi ni les chefs des bons restaurants ne cuisinons plus cette saloperie-là puisque, selon les batchs, la viande ne goûte rien ou alors elle sent carrément la m...! Sans compter qu'il y a effectivement toutes les raisons d'avoir peur pour soi. Non, moi, je m'approvisionne le plus possible chez des petits éleveurs que je connais ou chez des producteurs bio. Légitime défense!»

*

Je rencontre Claude dans la rue à l'occasion d'une manif pour la paix au Proche-Orient. Claude était autrefois travailleur dans une usine d'abattage et il ouvrait des ventres avec une scie ronde à longueur de journée. Il vient me dire, en catimini, pour mon prochain film :

— As-tu déjà été dans un abattoir?

— Non, ils ne voulaient pas me laisser entrer avec ma caméra.

— Normal. Si le monde voyait ce qui se trame dans les abattoirs, les ventes de viande chuteraient.

— C'est tout de même incroyable qu'en l'an 2000, les gens se laissent nourrir les yeux fermés.

— Juste, surtout que les gens qui nous nourrissent font plus souvent qu'autrement affaire avec des multinationales (au moins 60 % des producteurs québécois élèvent des porcs pour un intégrateur). Au fait, sais-tu ce qui se passe sur la chaîne d'abattage quand on tombe sur un abcès noir, coulant, gros comme un ballon de soccer?

— ...

— Ils passent la hose dedans pour arracher la charogne, pis la carcasse continue son bonhomme de chemin, mon gars.

— ...

— Bacon and eggs?

*

Anne est diététiste-nutritionniste. Elle a suivi la tournée Bacon pendant quelques soirs. Elle dit : «Nous, on vous conseille, pour garder la forme, de manger de façon équilibrée et diversifiée, de respirer de l'air sain, d'éviter le stress et de faire de l'exercice. Ce serait tout de même un peu fort qu'on vous recommande de manger la chair d'animaux élevés dans des conditions en tous points opposées à cela... Moi, je ne le fais plus en tout cas. Au risque de m'attirer les foudres de mon ordre professionnel et contrairement à ce que prescrit le Guide alimentaire canadien, qui est, soit dit en passant, écrit en collaboration avec l'industrie, je vous déconseille de manger de la viande d'usine.» Récemment, Anne a voulu partager son avis d'experte avec le public dans les pages d'une publication québécoise bien connue et le magazine a choisi de la censurer... puisque l'industrie, important annonceur dans ses pages, n'aimerait probablement pas son point de vue. Et puis sur quelle étude scientifique s'appuie-t-elle, d'ailleurs?

Au Québec, le climat, le relief et le sol
font obstacle au développement de l'agriculture...
Vidéo du ministère de l'Agriculture du Québec

Trois-Pistoles, l'été. Le fleuve et l'homme circulaire.

Roméo. — Plus on industrialise l'agriculture, plus on fait des entreprises agricoles des espèces d'usines biochimiques qui ont plus aucun lien avec la culture, avec la nature, plus on développe aussi des technologies qui sont hostiles à la nature, tsé... qui viennent perturber profondément l'équilibre biologique des plantes, des sols, des animaux et aussi leur rapport avec les humains. Tu sais, c'est pour ça qu'on aboutit à des situations de cruauté animale absolument incroyables, où les animaux sont vraiment uniquement comme de la chair à produire, tu sais... où les animaux deviennent des usines à produire eux-mêmes, sans aucun respect pour leur nature profonde, tu sais... leur nature, tout simplement! (...) Ça fait que c'est certain que... la bataille, en fait, le débat entre l'agriculture industrielle puis l'agriculture paysanne ou fermière ou l'agriculture mode de vie... c'est tout ça que ça implique. (...) L'agriculture industrielle, automatiquement, est une pollution! Parce qu'elle utilise des techniques qui sont... comment je dirais... qui sont SACRILÈGES... par rapport à la vie.

18. Narrateur

Série d'images de fosses à fumier et d'épandage sur des terres agricoles.

Hugo. — N'obéissant qu'aux seules lois de l'offre et de la demande, le ministère de l'Agriculture du Québec et les industriels n'avaient pas prévu les quantités démentielles de polluants qui seraient générées en bout de ligne. Dans certaines régions, le déluge de phosphore contenu dans les matières fécales épandues dépasse de 400 % la capacité du sol à l'absorber. Les seuls excédents d'une année contiennent une charge équivalente à celle des déjections de quatorze millions d'êtres humains.

D'après le ministère de l'Agriculture lui-même, plus du tiers des terres agricoles du Québec montrent déjà des signes avant-coureurs de stérilité.

Plan d'ensemble. Le Kamouraska. Pays de villages. Pays fabuleux, juché sur les contreforts du fleuve.

Il serait aujourd'hui impossible de refaire cette image du Kamouraska puisque dans le cadre autrefois bucolique s'est maintenant installée une mégaporcherie. Une horreur architecturale qui a aussi entraîné son lot de déchirements sociaux dans la communauté de Saint-Germain et qui ne devrait pas tarder à entraîner le même désastre environnemental que dans la majorité des municipalités du Québec où il y a des mégaporcheries. Pauvre fleuve. Pauvre patrimoine. Pauvre culture. Pauvres nous. Pauvres enfants et petits-enfants qui vivront en aval de toutes nos gaffes, en aval de nos silences.

Parfois, je pense à la mort et je me dis qu'elle aura au moins l'avantage de nous permettre de nous reposer d'avoir honte.

19. Manifester

Roméo Bouchard et Élise Gauthier participent à une manifestation contre les mégaporcherries, devant le bureau du premier ministre du Québec, à Jonquière. Roméo porte une pancarte qui met Lucien Bouchard en garde contre «la mafia de l'UPA».

Un citoyen (rigole). — C'est pas mal ton message, ça, Méo!

Roméo (rit). — J'ai hésité à l'embarquer, celle-là, à matin... Je la trouvais trop forte un peu...!

Roméo et Élise se croisent et s'embrassent, heureux.

Gesa Wehmeyer, la femme de Maxime Laplante, distribue des tracts aux voitures qui passent. Dans un sac à dos, elle porte Grégory, 6 mois. Annika trotte derrière sa mère. Michel Chartrand est là aussi, solidaire et fermement opposé à l'implantation des mégaporcherries sur le territoire du Québec.

Michel Chartrand. — Quand le prix du porc a baissé, y a fallu les subventionner! C'est toutes des entreprises privées capitalistes. Ils disent : «On ne veut plus avoir d'État, on veut avoir moins d'État, excepté avoir l'État pour les souscriptions, pour les octrois!»

Élise Gauthier est au micro, devant la foule.

Élise. — Les Québécoises et les Québécois viennent d'investir des millions de dollars dans un BAPE (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement) sur la gestion de l'eau. Dans le rapport qui en découle, on peut lire qu'un des plus grands pollueurs de l'eau au Québec, c'est l'industrie agricole, particulièrement le lisier de porc.

Il n'est pas question de polluer davantage cette richesse collective qui, soyons honnêtes, a déjà plus que son quota de pollution à endurer!

Les manifestations n'ont pas toujours changé le monde mais elles ont l'avantage de réunir les gens et de canaliser les énergies. José Bové m'a assuré un jour qu'il fallait garder un sens festif pour ne pas perdre le moral dans cette lutte contre Goliath. Les manifs font partie de la démarche et servent aussi à impressionner les élus qui gouvernent désormais davantage par sondages que d'après des convictions ou des idées. J'ai demandé à Michel Chartrand comment il se faisait qu'à 83 ans, il pouvait encore donner de sa vie pour descendre dans la rue, et il m'a répondu : «Mon petit gars, si aujourd'hui je suis pas malade d'un cancer ou d'une maladie qui me grugerait l'en-dedans, c'est que j'ai toujours dit le fond de ma pensée tout haut. J'ai vécu ma vie en accord avec mes valeurs et pis mes convictions. Je n'ai jamais laissé le cancer ni l'indignation m'habiter plus que trente secondes, tu comprends? Toute ma vie, j'ai parlé.»

*

Je me souviens d'une soirée passée avec lui, l'automne dernier. Il s'était avancé doucement sur cette scène qu'il partageait avec Roméo Bouchard, chancelant et solide en même temps. Il tremblait, mais vint finalement à bout d'ouvrir son micro. J'avais eu envie de l'aider. J'avais eu envie de lui dire d'aller se rasseoir... que ce n'était pas normal d'avoir encore de la job de

bras à faire à son âge. J'avais honte de nous... quand tout à coup, de sa bouche se sont échappés, triomphants, les mots de Vigneault :

De mon grand pays solitaire
Je crie avant que de me taire
À tous les hommes de la terre
Ma maison, c'est votre maison

Entre mes quatre murs de glace
Je mets mon temps et mon espace
À préparer le feu, la place
Pour les humains de l'horizon
Et les humains sont de ma race.

20. L'assemblée municipale

Sainte-Croix-de-Lotbinière, été 2000. Ici, comme dans la plupart des villages agricoles du Québec, ce sont des membres de l'UPA qui occupent la majorité des sièges du conseil municipal. Dans le cas de Sainte-Croix, c'est la totalité des sièges!

La première fois que j'ai voulu filmer une soirée d'assemblée dans ce village, les membres du conseil s'y sont opposés, protestant à voix haute : l'arrivée de mégaporchereries dans un village est toujours accompagnée de son lot de magouilles, de cachotteries et d'histoires pas propres. Je le sais. Tout le monde le sait, à l'exception peut-être des citoyens qui n'ont pas encore vécu l'expérience du maraudage d'un intégrateur dans leur village.

Comme j'avais été invité par les citoyens, je me suis tourné vers eux et les ai questionnés du regard. À l'unanimité, ils ont exprimé, à main levée, leur volonté que je reste. Dans un climat de tension extrême, un bras de fer se jouait entre les élus et leurs électeurs. La séance a été suspendue pour quelques minutes et Laure Waridel est sortie pour appeler un avocat de l'ONF. Après qu'il nous eut assuré de notre droit de filmer cet événement public, je suis rentré dans le bâtiment et j'allais pénétrer dans la salle d'assemblée lorsque les membres du conseil m'ont apostrophé sur un ton agressif : «T'as pas d'affaire icitte.» Un conseiller s'est avancé vers moi et m'a menacé du doigt : «Qu'est-ce tu fais icitte? Retourne à Montréal pis crisse-nous la paix, on sait ce qu'on fait. T'as pas d'affaire icitte!»

Néanmoins, en vertu de la loi et parce que les citoyens ont tenu leur bout, j'ai pu filmer la séance du conseil qui est dans le film.

Si l'UPA contrôle le développement des campagnes du Québec, force est d'admettre qu'elle le fait souvent de façon légitime. On a beau dénoncer le fait qu'elle soit «le plus puissant lobby au Québec» (c'est l'expression d'un adjoint au sous-ministre de l'Agriculture qui tient à garder l'anonymat), elle a aussi compris que la démocratie, ça se pratique au jour le jour. Elle a donc encouragé ses membres à investir tous les paliers de la démocratie québécoise et elle exerce le pouvoir que nous n'exerçons plus.

Duplessis et après

Octobre 2001. Une gentille dame d'une région sinistrée appelle à l'ONF. Elle est à la tête d'un réseau d'une centaine de bibliothèques municipales à la campagne. Elle veut organiser une série de projections de Bacon dans toutes ces bibliothèques!
Les gens de l'ONF acceptent, évidemment. J'ai fait le film pour ça et j'ai dit à tout le monde que je ne refusais aucune invitation. La dame en parlera à son conseil d'administration le soir même et rappellera le lendemain.

Mais le lendemain, elle rappelle et annule tout. Elle est laconique :

— On devra laisser tomber, monsieur Hugo.

— Ah bon!

Elle a l'air triste. Y a quelque chose qu'elle ne peut pas me dire, il me semble...

— Je me permets de vous demander, madame... Que s'est-il passé d'hier à aujourd'hui?

— C'est que... vous savez, il y a beaucoup de mégaporcheres ici, dans la région.

— Et...?

— Et ce sont les maires et conseillers de ces villages qui siègent au conseil d'administration du réseau des bibliothèques...

— Et...?

Je commence à la voir venir, mais je tiens à l'entendre de sa bouche.

— Comme vous savez, les conseils municipaux sont très souvent noyautés par l'Union des producteurs agricoles.

— ...

— Enfin! finit-elle par trancher. Toujours est-il qu'ils ont voté à l'unanimité contre ma proposition. Moi, je ne peux plus rien pour votre film dans la région. Oubliez-moi, monsieur Hugo.

— ...

— Ah! Et au fait, pourriez-vous tenir les détails de cette histoire secrets? Mon nom, la région, etc.

— Oui, je sais, vous perdriez votre emploi. Je connais la chanson. Bonne nuit, madame.

Ma blonde et moi avons visionné Duplessis et après... de Denys Arcand dernièrement. La ressemblance avec la conjoncture politique actuelle m'étonne. À l'époque, Landry et compagnie étaient à la veille de voler le show à l'Union nationale avec leurs idées progressistes. Trente ans plus tard, il me semble que le Québec du PQ-PLQ-ADQ a de nouveau l'Histoire jammée.

À propos de la violence à la campagne

Les désaccords quant à la venue de mégaporcheres dans un village entraînent parfois des conflits qui dégénèrent en vendettas. Combien de fois ai-je entendu des citoyens, parfois même des personnes âgées, raconter qu'ils avaient reçu des menaces verbales ou même physiques de membres de l'UPA ou d'industriels du porc? D'autres encore ont été victimes de déversements de fumier liquide sur la limite de leurs terres par grande chaleur... ou la nuit. Certains se sont fait offrir de l'argent en échange du silence, etc. La campagne des mégaporcheres devient parfois un enfer où les barons du cochon tirent toutes les ficelles qu'il faut pour réussir à implanter leurs entreprises de pollution. Toutes les ficelles qu'il faut pour diviser et régner.

Et le gouvernement continue de faire comme s'il ignorait tout cela. Continue de laisser aux citoyens bénévoles la charge de se battre contre une machine bien rodée, bourrée de fric, avec

ses spécialistes de service : ses universitaires, ses agronomes, ses ingénieurs, ses vétérinaires, ses avocats et ses économistes.

La salle est pleine à craquer. D'un côté, les citoyens opposés à la construction de mégaporcheries. De l'autre, les membres de l'UPA. Un contingent de la Sûreté du Québec est présent, au cas où il y aurait des débordements ou de la violence. Le conseil municipal est debout. Il fait la prière.

Secrétaire municipal. — Veuillez regarder d'un œil favorable ceux qui sont ici rassemblés devant vous, pour travailler au bien-être et à la prospérité de notre municipalité. Daignez nous accorder la grâce de ne rien décider... qui ne soit en tout conforme à votre volonté simple. Amen.

Monsieur Michaud a été désigné par les citoyens pour parler en leur nom. Il est élégant et poli. Un savoir-vivre formidable. Une dignité enviable.

Guildor Michaud. — Monsieur le maire, madame la conseillère, messieurs les conseillers, étant donné la situation actuelle dans la paroisse, à savoir qu'il y a tout au moins deux opinions quant à l'implantation d'une mégaporcherie : est-ce que monsieur le maire, madame, messieurs les conseillers, vous seriez prêts à vous engager à ce qu'il n'y ait pas d'autres permis pour construire de nouvelles porcheries jusqu'à ce que le dossier soit réglé à la satisfaction des uns et des autres? Et pour ce faire, bien nous disons : ça serait un bon départ si vous donniez un avis de motion ce soir.

Maire (grossier). — C'est-tu fini?

Guildor. — Je reviendrai après...

Le maire, d'un geste brusque de la main, fait signe au vieil homme de se rasseoir et de la boucler. Un signe qui pourrait être verbalisé ainsi : «Assis-toé, pis ferme ta gueule.»

Il fait noir. Noir comme dans les pires cauchemars du Québec perdu dans la brume d'un autre dogme, d'un autre temps. Nous sommes en 2000, dans le Québec d'un régime débile profond et monsieur Michaud, assis sur sa chaise, se démène contre le noir dans sa tête.

Un jeune vétérinaire agricole demande la parole. Il est nerveux.

Vétérinaire. — Premièrement, j'aimerais demander à monsieur Michaud, ici présent... à savoir s'il s'adresse vraiment au bon niveau... je dirais... euh, législatif. S'il fait confiance au ministère de l'Environnement qui a déjà plusieurs dossiers, plusieurs études de faites en ce sens, et qui a plusieurs légiférations, justement, qui traitent déjà de ce problème-là...

Conseiller. — À date, on en a fait des règlements, pour limiter la grosseur des porcheries. Pis là, ce que vous appelez des mégaporcheries industrielles polluantes, dans le fond, ce n'est qu'une ferme familiale...

Le conseiller répète le même geste de la main qu'a fait le maire il y a quelques minutes.

Guildor (excédé). — Une ferme familiale, c't'une ferme familiale et on respecte ça et on sait que les gens ont le droit de gagner leur vie! On sait qu'on demeure dans un milieu rural puis dans un milieu agricole. Mais lorsque des intégrateurs débarquent chez nous avec des porcheries qui sont des industries pis des manufactures, c'est la différence fondamentale.

C'est ça qu'on vous demande de légiférer. Et à ma connaissance, monsieur le vétérinaire n'est pas concerné par ces projets-là, à moins qu'il ait des projets secrets...

Conseiller. — Moi je me dis que quand même... Y a des normes environnementales qui ont été établies pis qui sont respectées par les porcheries qui ont été construites à date...

Marthe Daigle. — Vous vous relancez la balle! Allez au ministère de l'Environnement, allez ici, allez là... Nous on a un conseil municipal qui est supposé s'occuper de nous. C'est ce qu'on veut.

Conseiller. — Moi, quand j'avais pris le mandat ici, je m'étais pas fait donner le mandat de m'occuper de l'environnement.

Producteur 1. — Pour répondre à madame Daigle... Je peux dire que le minis... c'est moi qui suis le producteur de porcs, là... pis je peux dire que l'Environnement est venu visiter mes fermes... Y ont pris la grandeur exacte de mes terres... y ont pris les analyses de sols... y ont toute... analysé... comme faut... si j'étais... dans les normes.

Producteur 2. — Je pense que non plus... on est pas intéressé à polluer notre environnement. On vit avec notre environnement... Y a de la place pour avoir quatre fois plus d'unités animales qu'on a présentement... Y a eu des très bons règlements qui ont été apportés... en la défaveur du milieu agricole... Y a eu la zone blanche pour les porcheries, les distances séparatrices, les vents dominants, la grosseur des bâtiments... C'est amplement suffisant pour laisser la place à l'agriculture. Merci.

Ce soir-là, à nouveau, mon preneur de son Sylvain Bellemare et moi avons été interpellés avec agressivité par un jeune producteur agricole. Depuis le tournage, l'usine du Producteur 1 a été construite et le vétérinaire a aussi entamé des procédures pour se bâtir une mégaporcherie.

21. L'industriel du porc

Nous circulons toujours dans le domaine de L'industriel, à bord du F-250 d'usage.

L'industriel. — Ah... y a tellement d'lois... pis de normes... envi-nor-mentales... que ça devient compliqué! Autrefois, on se décidait de bâtir une porcherie, c'était pas un problème. On allait se chercher un permis de construction pis on bâtissait... On avait pas besoin de parler à 36 organisses... Aujourd'hui, si tu bâtis trop gros, c'est un étude d'impac y faut que tu fasses... y faut quasiment que tu fasses le tour de la paroisse pour avoir l'opinion de toutes les gens... pour voir si tu peux bâtir une porcherie. C'est vraiment là... compliqué! Ça s'en vient... moins drôle un peu. Le bon temps est passé, je pense.

22. Un fonctionnaire du ministère de l'Environnement du Québec

Grâce à une confusion dans l'appareil des relations publiques du ministère de l'Environnement, alors que quelques sous-exécutants-clés devaient être en vacances, nous avons réussi à obtenir une entrevue avec un agronome chargé de l'évaluation des projets de mégaporcheries. Nous nous sommes enfoncés dans la brèche avant qu'elle ne se referme.

Hugo. — Au ministère, ici... Qu'est-ce que vous pensez de ça quand l'UPA dit que le ministère de l'Environnement hypothèque le développement économique du Québec?

Fonctionnaire. — En principe, c'est pas le ministère de l'Environnement, c'est la population en général... c'est la population! Nous autres, on est ici, nous autres, pour appliquer les lois et les règlements du gouvernement qu'on nous demande d'appliquer. Pis quand ça respecte les lois et les règlements du gouvernement, nous autres, on émet des certificats d'autorisation! On bloque pas des projets pour bloquer des projets!

À mesure qu'il nous explique son point, l'homme farfouille dans une pile de papiers devant lui.

Fonctionnaire. — Faque quand on prend une demande de certificat d'autorisation, c'est facile à analyser aussi parce qu'on a un processus! On prend notre processus puis on dit bon... On regarde la demande de certificat d'autorisation, j'ai le formulaire ici... O.K. O.K. Est correct... Les informations sont là... Y est signé. La date est marquée... Donc la demande est faite! L'attestation de conformité municipale, maintenant... est-ce qu'elle a été signée... par le secrétaire-trésorier? Oui. Est-ce que ça respecte la réglementation municipale? Oui. C'est facile à analyser dans ce temps-là... Comprends-tu? C'est pour ça qu'ici, dans le domaine qu'on travaille, surtout dans le domaine agricole, dans le domaine... Où il faut avoir un peu des... On appelle ça des fast tracks. C'est un peu un fast track qu'on s'est fait, nous autres... Dans certaines régions, par exemple... Nous autres, on fait à peu près 150 dossiers agricoles. Dans certaines régions c'est 200-300, 700-800 dossiers agricoles... Y ont des fast tracks aussi. Parce que ça aurait pas de bon sens sans ça, tu sais...

Des fast tracks... Sans ça, ça aurait pas de bon sens.

23. Élise Gauthier

Toujours sur son patio...

Élise. — Le citoyen a des droits! Le producteur en a, oui, je vais pas les contester. L'industriel en a, oui, je vais pas les contester. Mais y a une chose qui est certaine, par exemple, c'est qu'y a une loi au Québec qui dit que personne a le droit de polluer. Pis ça, c'est la Loi sur la qualité de l'environnement au Québec. O.K.? Que ce soit les producteurs, que ce soit les industriels, que ce soit le citoyen... nul n'a le droit de polluer ou de détruire une ressource naturelle.

On n'a pas le droit de détruire ça, là... Parce que c'est pas à nous! A nous est juste prêtée! Pis demain matin, là, les petits-enfants, ils vont regarder leurs grands-pères qui produisent des porcs à l'heure actuelle, pis y vont leur dire : «Grand-'pa, regarde la terre... est finie! Elle ne peut pu produire, là!»

Grand-papa, regarde la Terre... est finie. Dans les faits, c'est vrai, la Loi sur la qualité de l'environnement existe... Le problème, c'est que le ministère de l'Environnement contrôle son application de façon essentiellement bureaucratique, c'est-à-dire de ses bureaux. On se fie à Clément Pouliot, à Elvis et à ses amis pour appliquer la loi et pour appliquer les normes d'épandage de fumier liquide sur le terrain. Il n'y a à peu près personne sur le terrain chargé d'en vérifier l'application (moins de douze personnes pour tout le territoire québécois, ce qui représente à peu près une visite tous les 15 ans, dans chacune des exploitations agricoles!).

24. Narrateur

Hugo. — D'un commun accord avec l'Union des producteurs agricoles, le gouvernement du Québec mise essentiellement sur la bonne volonté des industriels pour veiller à l'application des normes environnementales. Or, le vérificateur général du Québec a récemment découvert que les éleveurs engraisent clandestinement 22 % plus de porcs que ne l'autorise le ministère

de l'Environnement. Violant systématiquement la loi aux quatre coins du pays, des producteurs rasant maintenant ce qu'il reste de forêts pour étendre chaque jour un peu plus leur océan de fumier...

25. Monocultures

Images du désert de maïs montréalais. Images du cauchemar écosystémique.

Laisser la place à l'agriculture, comme le dit bien le producteur agricole de Sainte-Croix, signifie désormais très souvent laisser libre cours à la destruction du patrimoine écologique. La monoculture est, en soi, une négation des lois de la nature. En effet, aucune espèce végétale ne vit en monoculture dans la nature à l'état sauvage. Au contraire, l'équilibre écosystémique repose sur la biodiversité.

Or, le maïs est une céréale relativement sensible aux infestations. C'est pourquoi il nécessite de grandes quantités de pesticides pour survivre en monoculture... à moins qu'il ne soit transgénique. Au Québec, qui dit porc dit maïs. C'est le couple infernal. C'est pourquoi les grandes régions de porc-maïs (Montréal-Beauce-Lanaudière) sont devenues de telles zones sinistrées. Nos déserts à nous. Nos désolations écosystémiques à nous. D'ailleurs, d'après le ministère de l'Agriculture, ces régions autrefois les plus fertiles du pays correspondent désormais aux zones du territoire québécois où la productivité par hectare est le plus sérieusement à la baisse. Elles ont commencé, il y a longtemps, de nous donner moins... chaque année. C'est apparemment l'effet combiné d'un déluge de fumier liquide, d'un usage massif de pesticides, d'absence de rotation des cultures ou de jachère qui nous a menés là.

De plus, le verglas de 1998 a donné une bonne excuse à bon nombre de producteurs en Montréal pour raser leurs forêts et ainsi augmenter la superficie de leurs champs de maïs... et donc augmenter la quantité de porcs dans leurs usines... et même en construire de nouvelles!

*

Louis, un jeune vétérinaire, est venu me voir un soir après le visionnement. Grand spécialiste des grenouilles, il m'a dit étudier leur état de santé un peu partout au Québec. Pourquoi pas? Après tout, dans un écosystème, tout est lié. Il paraît que les grenouilles et autres batraciens sont de bons indicateurs, que les symptômes observés sur une grenouille donnent une bonne idée de ce qui se passe au niveau écosystémique. Il me dit :

— Savais-tu que les grenouilles, dans les régions où il y a de fortes concentrations d'élevage de porcs comme la Beauce, sont complètement dégénérées? On leur trouve des pattes dans le dos, trois yeux, deux troncs, etc.

— Et en Montréal, ce doit être terrible aussi?

— Non, en Montréal, on ne recense pas vraiment d'anomalies sur les grenouilles, répond Louis du tac au tac, rieur...

— Ah, bon. Bizarre.

— C'est qu'en fait, il n'y a plus de grenouilles en Montréal!

*

Et si nous étions, nous les Québécois, un peu comme les grenouilles justement, c'est-à-dire le pays qu'on habite? Je m'explique. Si nous redéfinissions la notion même de nation par des

considérations écosystémiques? Si Québécois signifiait tout simplement : habitant des écosystèmes du territoire québécois? Si la véritable ou première identité était écosystémique plutôt que culturelle, historique ou géographique?

Si nous nous concevions et nous définissions comme le pays même que nous respirons, mangeons et buvons tous les jours... Peut-être retrouverions-nous, par pur intérêt, tout le respect que l'on doit à cette terre, que l'on se doit à nous. Polluer l'écosystème équivaudrait, à juste titre, à polluer le peuple.

Et, je vous le demande, qui voudrait ressembler au Québec d'aujourd'hui, avec son cancer porcine qui le ronge de partout? Qui voudrait être le territoire de la destruction? Qui voudrait avoir l'air d'une terre brûlée par une blitzkrieg, comme autant de Sommets des décideurs québécois de l'agrobusiness? Qui tolérerait le discours productiviste et dénaturé des économistes de l'agriculture industrielle qu'on déverse à pleines pelles au ministère de l'Agriculture du Québec, dans les universités et les écoles d'agriculture autant qu'à l'UPA?

Combien faudra-t-il encore de catastrophes pour qu'on doute fort?

*

N'en déplaie à ces gens qui prennent le monde pour un centre d'achats, la vie pour une business et la campagne pour une shoppe à viande, je pense qu'il est temps de retrouver une certaine dignité. Il faut dénoncer comme fascisme des temps modernes cette logique économiste qui réduit et asservit la nature à un cercle vicieux de croissance économique. Cette logique méprisante à l'égard de l'humanité est une négation de la vie même. Ses commettants participent à un sacrilège et, pris en flagrant délit d'une telle ineptie, ils devraient être enfermés dans des institutions d'éducation à haute sécurité.

26. Le ministre de l'Agriculture du Parti québécois

Le fascisme n'est que l'un des éléments idéologiques du capitalisme, et tant que le capitalisme sera là, le fascisme sera là aussi pour le défendre, le préserver et l'avaliser.

Pier Paolo Pasolini

Décembre. Congrès national de l'UPA. S'adressant aux congressistes comme s'il reprenait des extraits d'un certain film de Leni Riefenstahl tourné à Nuremberg, le ministre de l'Agriculture du Québec, Rémy Trudel, dégobille, presque rageur, ces mots pathétiques, vu le contexte actuel de réflexion sur le modèle agricole aux quatre coins de l'Occident. À noter que cet homme est recteur de l'Université de Rouyn-Noranda.

Rémy Trudel. — Nos entreprises, on y a trop investi de capitaux pour faire en sorte de les laisser à risque, parce qu'un certain nombre de pratiques, au niveau de l'agro-environnement, sont remises en question, par... différents éléments de la société... Il faut que l'on s'en occupe! (...) Pis quand on regarde l'allure, le développement de notre industrie au Québec, pour la première fois en 1999, nos recettes monétaires ont dépassé cinq milliards de dollars. Hé! C'est quelque chose ça! Cinq milliards de dollars, notre seule industrie de l'agriculture au Québec. (...) Ça, c'est une bonne nouvelle! La prospérité, vous aimez ça! J'aime ça! Nous aimons ça! Le Québec aime ça! Les régions aiment ça! La prospérité, faut que ce soit pour nous aussi! (...) Le seul secteur agricole et agroalimentaire a

investi, dans l'ensemble des régions du Québec, du territoire québécois, pour plus d'un milliard de dollars. Ça, ça veut dire que nous, en agriculture et en agroalimentaire, on bâtit une aluminerie à chaque année!

Les quelque 3000 membres élus de l'UPA, des hommes en écrasante majorité, applaudissent «leur ministre» à tout rompre.

Lorsque les politiciens du PQ-PLQ-ADQ parlent de croissance, de productivité et de compétitivité, ils ne font que reprendre les mots qui leur sont soufflés par les grands industriels du Québec et d'ailleurs.

J'ai peur de ces gens et de leurs mots, moi.

J'ai mal aux mots quand ils ouvrent la bouche. J'ai mal à l'humanisme. J'ai mal à l'éducation. J'ai peur du surconsommérisme-surproductivisme qui enflamme l'Occident comme d'une fièvre théologique d'obéissance à un ordre non énoncé. J'ai peur, comme Pasolini, que le capital transforme complètement la dignité humaine en marchandise d'échange avant longtemps sous la férule du Parti québécois d'aujourd'hui.

*

Assis aux côtés de Roméo Bouchard, j'assiste discrètement à la suite du congrès. À un moment donné, un invité très spécial, le ministre de l'Agriculture du Nigeria, est invité à prendre la parole devant l'assemblée. Aussitôt, une rangée de producteurs installés près de nous se lève. L'un d'eux dit : «C'est pas vrai que j'va écouter un neg' qui veut m'en apprendre sur l'agriculture, moé!» Les autres rient et s'esquivalent.

Le plus jeune risque un regard vers moi... et je fais tout ce que je peux à cet instant pour qu'il voie dans mes yeux L'AFRIQUE ENTIÈRE qui marche sur lui.

27. Roméo Bouchard

Roméo. — Au Québec, actuellement, on assiste à un partenariat entre quelques ministres du gouvernement et quelques grands consortiums et il n'y a plus rien pour les arrêter. Tu sais, depuis quelque temps, y a une accumulation de sonnettes d'alarme, de cloches d'alarme très graves! On se dit : mais qu'est-ce qui va falloir pour que ces partenaires-là, qui sont partis sur un délire économique, un délire mondial... Qu'est-ce qu'y va falloir pour qu'ils s'arrêtent pis qui disent : là... il va peut-être falloir réviser les objectifs qu'on s'était donnés? La croissance indéfinie, ça ne tient pas deboutte! Le mythe de la croissance économique, c'est... ça n'a pas de sens! La planète ne peut pas supporter une croissance continue!

28. Narrateur

Hugo. — Ce sont les Américains qui fixent les prix sur les marchés internationaux. Comme leurs usines sont de plus en plus grosses et que les producteurs du Québec ont l'intention de conquérir les mêmes marchés que ces Américains... Le gouvernement du Québec a dû octroyer aux producteurs agricoles québécois, au cours de la seule année 1998, une aide directe de 500 millions de dollars... Assortie du mandat d'intensifier la production.

29. Un sous-ministre de l'Agriculture

Un fonctionnaire du ministère de l'Environnement – qui désire garder l'anonymat, cela va de soi – m'a dit : «Le ministère de l'Agriculture du Québec et l'UPA, c'est la même affaire en fait. Ne vous laissez pas dire le contraire. C'est ça, le grand scandale et la source de tous les maux. Dans les coulisses du ministère de l'Environnement, on a un mot pour cette entité-là : le MUPAQ (par opposition au MAPAQ, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec).

*

Parce que les élus n'ont pas eu le courage de défendre leur projet de société devant ma caméra, c'est un pauvre monsieur, envoyé à la guillotine par le ministre de l'Agriculture, Rémy Trudel, qui a dû assumer l'ignorance et l'archaïsme de tout un gouvernement sur ses petites épaules. Le gouvernement du Québec sait bien que son projet ne profite pas au peuple québécois dans son ensemble. Le gouvernement sait bien qu'il est risqué pour la santé et qu'il entraînera peut-être la mort de certains écosystèmes, si ce n'est certains humains. Mais je crois qu'il est vidé. Qu'il est vieux. Qu'il est à court d'idées sur l'avenir, peu éduqué quant aux solutions de rechange à un régime agricole néolibéral et trop peu écologiste (l'écologisme est un humanisme), pour se tenir debout, pour s'interposer.

L'entrevue menée avec cet homme perdu d'avance donne une idée de la vastitude du vide.

*

Des gens l'ont assis devant un drapeau du Québec et une plante artificielle.

Sous-ministre. — Ces marchés-là sont indispensables! Ils sont indispensables pour qu'on soit capable d'offrir aux Québécois un porc de qualité! On ne pourrait pas avoir une entreprise ou une industrie dynamique, rentable, si on n'occupe pas ces marchés-là... Puis notre produit est distinctif! Je vous dirais un peu l'exemple... Bombardier a réussi maintenant au plan international! Il fait des avions. Mais ça permet de nous offrir, donc, des ski-doo de très haute qualité, pour qu'on soit capable ici de répondre à nos besoins... Pis nos besoins, c'est donc dans le domaine... Ici, on a un hiver qui est beaucoup plus long. Bien Bombardier a réussi, sur le plan international, en répondant à des marchés, dans un autre domaine... Puis je vous dirais que les producteurs de porcs, c'est un peu ça! Ils produisent un porc de qualité, qui est fort apprécié par les Japonais, et il va falloir qu'on maintienne toujours, toujours ces hautes exigences pour ne pas perdre ces marchés-là! C'est important!

Les ministres du Parti québécois ont refusé les dizaines d'invitations des citoyennes et citoyens du Québec à participer aux débats à la suite des projections de Bacon au cours de l'automne et de l'hiver 2001-2002. Ils ont aussi donné l'ordre aux fonctionnaires de refuser toutes les invitations. Heureusement, des médecins, des agronomes, des ingénieurs agricoles, des juristes, des diététistes, des nutritionnistes, des spécialistes de l'agriculture et de l'alimentation de tout acabit ainsi que des agriculteurs de toutes allégeances ont gracieusement offert leur temps et leur expertise aux 30 000 personnes qui ont défilé dans les salles de Bacon.

30. Élise Gauthier

En colère.

Élise. — Les Japonais vont manger notre production, mais nous autres, on va rester avec la cochonnerie. Pis en plus de ça... on les subventionne! T'sé, je veux dire... Y a quelqu'un, que'que part à Québec, au gouvernement, qui raisonne comme un moins que rien! Pis j'ai hâte qu'y aille quelqu'un qui mette son poing s'a table pis qui dise... les conneries, pis les niaiseries, ça suffit! On va arrêter ça, icitte, là!

Quelques notions d'économie

Lorsque le prix de la carcasse diminue le moins sur les marchés internationaux, notamment en raison de la pression qu'exercent les Américains avec leurs toujours plus vastes méga-usines d'animaux et les économies d'échelle que cela permet, l'industrie du porc québécoise devient déficitaire. Oui, déficitaire. Croyez-le ou non. Produire un porc d'usine coûte alors plus cher que le prix offert par les marchés extérieurs. Dans ces circonstances (entre autres circonstances), l'État doit la subventionner, c'est-à-dire éponger le déficit entre le coût de production et le prix de vente.

Donc, nous tous, les Québécoises et les Québécois, subventionnons la production industrielle de carcasses de porcs pour... Pourquoi? Pour en manger? De moins en moins puisque plus de 60 % de cette viande est maintenant exportée (les Japonais ont compris où menait ce type de production, alors ils laissent cette chance à d'autres...). Pour les emplois? Pas vraiment puisqu'en fait, une usine de 2000 porcs en engraissement crée en moyenne un demi-emploi par année! C'est tout! Les fermes sont devenues des usines précisément pour que l'on puisse couper des emplois et donc réduire les coûts. Aussi, si les mêmes porcs étaient répartis sur de plus petites fermes, biologiques, les Européens l'ont expérimenté, on créerait trois ou quatre fois plus d'emplois (sans compter tous les nouveaux emplois en transformation si notre projet était d'exporter des produits fins comme le jambon de Bayonne, les pâtés ou les salamis plutôt que des carcasses)!

De plus, les travailleurs d'usines de porcs du Québec font des salaires qui varient entre 18 000 et 30 000 dollars par année, ce qui n'est pas la mer à boire lorsqu'on considère aussi le fait que, d'après le docteur Benoît Gingras de Santé publique Chaudière-Appalaches, 50 % d'entre eux contractent des maladies du système respiratoire et qu'ils ne sont pas syndiqués! (Au printemps 2002, The Ottawa Citizen mettait la main sur un document interne d'Agriculture Canada qui répertoriait un nombre important de cas d'asthme et de bronchite chronique chez les travailleurs de porcheries.) Il faudra les soigner, ces gens, au bout du compte.

Non seulement nos impôts contribuent-ils au développement d'une agriculture polluante, mais nous assumons aussi collectivement les coûts liés aux problèmes de santé qu'elle entraîne et aux mesures de dépollution qu'elle nécessite et nécessitera! Pierre Foglia écrivait un jour : «Je comprends pas, moi... c'est finalement comme si on payait notre voisin pour qu'il vienne chier sur notre balcon!» C'est aussi simple que ça : nous subventionnons la pollution. Et d'un strict point de vue économique, lorsqu'on comptabilise les coûts environnementaux et sociaux que l'agriculture industrielle engendre et pourrait engendrer dans le futur, elle nous coûte beaucoup plus cher, comme collectivité, que ce qu'elle rapporte. Pensez à la santé de vos enfants. Pensez aux rivières et aux nappes phréatiques. Pensez aux forêts et au patrimoine

écosystémique dans son ensemble. Il apparaît évident que ce régime agricole équivaut, en chiffres, à une hypothèque collective gigantesque.

Alors pourquoi?

Une poignée de groupes industriels et de familles de multimillionnaires qui contrôlent maintenant 60 à 70 % de la production porcine québécoise savent pourquoi : pour le bacon, point. Beaucoup de bacon. Des millions et des milliards.

Une poignée de gens.

*

Une vieille dame de Montréal, pas plus folle qu'une Japonaise, est venue dire au micro, un soir après la projection : «Mes amis, regardons les choses en face : manger, produire, exporter du porc d'usine m'apparaît désormais comme un geste clair d'autodestruction.»

31. L'usine

Tu es mon créateur... mais je suis ton maître.
Frankenstein

Le gérant. — Le seul moyen de... de... de... performer, c'est d'augmenter ma productivité à l'intérieur de mon... mon bâtiment. Plus... plus je va sortir de porcelets, meilleure ma rentabilité va être. C'est notre seule porte... C'est une des seules portes de sortie qu'on a, pour euh... Pour euh... Pour rester en affaires ou pour euh... On est... On est fiers de notre production faque... Faut euh... Comment je dirais, faut euh... Faut toujours chercher à l'améliorer, faut toujours chercher à s'améliorer dans notre travail pour euh... Si on veut produire un ti peu plus là... y faut chercher les petits points, les petits détails... qui peut... qui peut nous permettre d'augmenter notre production!

Nous sommes dans la pouponnière. Tour à tour, deux employés pigent des porcelets dans une poubelle pour leur couper la queue et les émasculer à froid... Ensuite, ils procèdent à une piqûre de chaque côté de la nuque. Les porcelets crient. Une odeur sucrée non identifiée et écœurante se mélange à celle du caca. Les humains devant nous, éclairés au néon bleu, semblent indifférents à leurs gestes. Ils semblent même penser à autre chose. Nous sommes au cœur du sacrilège. Les humains autour de moi ont l'air de trouver que l'enfer va de soi. Si je n'étais pas là avec la caméra, ils n'auraient probablement même plus l'air un peu gênés.

Lors des débats qui ont suivi le film, les gens ont fortement réagi à cette séquence. Ils se sont souvent fait répondre, du tac au tac, par des producteurs agricoles, qu'ils ne connaissent rien à l'agriculture. Qu'ils sont des urbains et que c'est leur faute tout ça. Qu'ils n'ont qu'à ne pas manger de la viande. Qu'ils ont une sensibilité mal placée pour les autres êtres vivants de la planète. Qu'ils sont des romantiques. Allons, bon... nous sommes en 2002, chers amis urbains! La destruction de schèmes naturels est nécessaire puisqu'elle contribue à la croissance économique des États et que nous nous nourrirons du fruit mutagène de ces schèmes.

Je comprends que le gérant a peur que je trouve déplacé que l'on émascule les porcs. Apparemment, il ne voit plus le reste, lui. Comme le lui a sûrement prescrit madame la directrice des communications de la Fédération, à Longueuil, il pense probablement aux téléspectateurs en ce moment. Il pense à l'image qu'il donne. Il pense à l'image. L'image.

Le gérant. — Alors ici, c'est la castration des porcelets. Je sais que les chercheurs travaillent présentement pour faire une castration chimique. Je crois que d'ici quatre, cinq ans, on va être capables de pas castrer les porcelets à la naissance et la castration se fera chimiquement pendant l'engraissement des porcelets. Ça va faire le bonheur de tous les producteurs de porcs au Québec... et même dans le monde!

Le questionnement quant à l'éthique, la santé, la responsabilité de chacun envers les écosystèmes et la vie et son essence semble avoir été effectivement balayé du champ de réflexion par les mantras productivistes. Je me dis : j'arrive trop tard.

32. Marthe et Claude Daigle

Nous les avons aperçus par hasard, un matin, au bord du chemin du Roi, affairés à installer une pancarte qui disait : Purin québécois, parodiant le style graphique des affiches du Parti québécois. Nous avons déjà croisé ce couple dans les assemblées municipales. Nous les connaissions.

Ils ont commencé à parler avant que nous ne soyons prêts à tourner, comme s'ils nous attendaient. Comme si ça urgeait! Comme s'ils avaient besoin d'exorciser un mal. Bref, ils étaient en colère. Monsieur Daigle a foncé sur la dalle de son puits artésien et l'a déplacée, comme s'il présumait que c'était ce que je voulais filmer.

Hugo. — Faque ça, c'est votre puits?

Claude Daigle. — Ben, oui... Regarde, l'eau est à surface, là. C'est toutes des puits de surface ici...

Hugo. — Là, l'eau... Quelle qualité elle a, votre eau?

Marthe Daigle. — Elle est polluée...

Claude. — À commence déjà à être polluée.

Marthe. — On l'a faite analyser pis...

Claude. — Faite analyser... ben là y disaient de mettre d'l'eau d'Javel dedans pis toute le kit. Mais le problème, le problème... Ça donne rien! On sait où ce qu'il est, le problème...

Claude Daigle pointe le champ de maïs, de l'autre côté de la rue. Il marque une pause.

Claude. — Ça va toujours prendre de l'eau d'Javel dedans... ou un système de traitement! Pis toutes les puits de surface ici, c'est d'même...

Ils me regardent un moment, comme en attendant que je stimule encore leur indignation... Puis Claude dépose la dalle de son puits.

Claude. — En tout cas... Ça a l'air qu'y faut vivre avec ça! Y a peut-être des E. coli dedans mais c'est pas grave ça. Y en meurt rien qu'un à fois icitte en campagne tandis que d'in villes, ben ça peut arriver que ça n'affecte plusieurs... mais ici ça n'affecte juste un à fois! Faque c'est pas trop grave...

Marthe. — Tu sais, on pourra pu utiliser notre eau! Il va falloir aller s'acheter des cruches pour avoir de l'eau potable tout le temps! Pour nous autres, ça va devenir invivable!

Claude. — On dirait que... qu'on est de trop, nous autres... Pis on se le fait dire! «Si vous êtes pas contents, allez-vous-en en ville! Retournez-vous-en en ville!... Moé... je suis arrivé ici, au moins, ça fait 25 ans que je suis ici... Pis la porcherie, elle vient de se construire!

Marthe. — Pis t'as été élevé ici...

Claude. — Pis j'ai été élevé à côté! Mais là, c'est moi qui est de trop... «Va-t'en en ville si t'es pas content!». Pis on se le fait dire régulièrement, ça!

Marthe. — Au ministère de l'Environnement, ils servent à quoi? On le sait plus à quoi ils servent, là... Nous autres, on les paye aussi, ces ministères-là... C'est nous autres qui les fait vivre! Mais on les paye pour faire quoi, là?

Claude. — Moi, chu rendu à me poser la question s'il n'est pas de connivence...

l'Environnement... avec l'UPA, pis toute la gang! Chu rendu à me poser cette question-là. Ça a pu de sens! Ça a pu de sens comment ça marche! Y ont perdu la face complètement d'après moi...

33. Nouvelles de Radio-Canada

Chef d'antenne SRC. — Bonsoir. En cette époque plutôt aseptisée, on ne s'attend pas à trouver la mort au bout de son robinet. En Ontario, dans la petite ville de Walkerton, quatre personnes sont mortes, une dizaine d'autres sont dans un état critique et 431 personnes traitées... La cause : une bactérie appelée E. coli...

Journaliste SRC. — La ville de Walkerton est toujours en deuil. On a tenu les funérailles de deux autres victimes de l'eau contaminée...

Journaliste 2 SRC. — Et le bilan de cinq morts pourrait encore s'alourdir puisque treize personnes sont toujours hospitalisées, dont trois qui sont dans un état critique...

Un citoyen (pleure). — Tout le monde pensait que... le gouvernement était capable de prendre soin de nous autres. Mais... Non! Il faut qu'y arrive des morts avant qu'il l' fasse...

L'incidence de la bactérie *Escherichia coli* est beaucoup plus faible dans les fèces du porc que dans celles du veau, mais le lisier de porc charrie des dizaines d'autres espèces de micro-organismes pathogènes. Certains peuvent s'avérer mortels pour les humains. Certains ont une capacité de résistance exceptionnelle au temps et aux éléments. Et ça ne prend pas la tête à Papineau pour comprendre que le fumier liquéfié circule beaucoup plus dans les écosystèmes que le fumier solide. Souvent, il pénètre le sol et s'infiltre jusqu'aux nappes phréatiques, ou alors il est drainé vers les fossés et les rivières. Sans compter que les quantités épandues atteignent chaque année de nouveaux sommets puisque cette industrie est en pleine croissance!

Panique. Hystérie. Exagération. Vue de l'esprit. En gros, c'est le message que certains professeurs du département d'agriculture de l'Université Laval ont envoyé à la population à la suite de la sortie de Bacon. Pourtant...

1995. Près de Cape Fear, en Caroline du Nord, après des pluies importantes occasionnées par l'ouragan Floyd, 35 millions de gallons de fumier de porc liquide se répandent dans l'environnement. Quelques jours plus tard, 16 millions de poissons s'échouent sur les berges. Trois cent soixante-quatre acres de côte sont contaminées. Depuis, un nouvel organisme appelé *pfisteria* a été observé sur des humains entrés en contact avec l'eau des fleuves et des rivières de la région. Cet organisme aurait des incidences sur le système neurologique.

À ce jour, les Américains ont vu s'échouer un milliard de poissons sur la côte de la baie de Chesapeake... Tous infestés de cet organisme maudit qu'ils ont baptisé «cell from hell».

Danemark. Allemagne. Hollande. France. Dans tous ces pays, on a attendu de frapper le mur avant de virer, c'est-à-dire que dans plusieurs régions de production porcine de ces pays, l'eau n'est même plus assez potable pour la donner aux bêtes! Et les scientifiques sont clairs : il est strictement impossible de décontaminer une nappe phréatique.

Pourtant, ces professeurs du département d'agriculture de l'Université Laval continuent de ne pas vouloir dire qu'il y a un lien de cause à effet entre les mégaporcheries et la pollution des eaux. Ils continuent de répéter que bien épandu, le fumier liquide est un fertilisant remarquable, qu'il permet de réduire l'utilisation d'engrais chimiques, etc.

C'est que ces messieurs, bien patients dans leurs laboratoires et devant leurs iMac, ne sont pas «scientifiquement certains». Attendent-ils que toutes les rivières du Sud du Québec soient des égouts à ciel ouvert ou que les nappes phréatiques soient des égouts souterrains pour réagir? Peut-être. C'est que l'industrie et le gouvernement débloqueraient alors sans doute des sommes importantes pour trouver des solutions technologiques, créant par le fait même de l'emploi pour les chercheurs universitaires!

*

Je propose de ne plus compter sur ces gens.

Le mur est quelque part, devant nous. Nous roulons présentement à 400 kilomètres à l'heure et notre vitesse s'accélère chaque fois que le ministère de l'Environnement utilise des fast tracks. Pas besoin de scientifiques pour comprendre ça.

Ça va devenir compliqué, mais... je propose que l'on oppose désormais «un principe de précaution» à l'avis des scientifiques attachés à des chaires et départements universitaires financièrement liés par l'industrie ou aux multinationales de la génétique et de la pharmaceutique.

Je propose que tant que nous ne serons pas «scientifiquement certains» que ces gens n'ont aucun lien économique avec lesdites entreprises ou n'ont pas été éduqués par des professeurs boursiers de ces entreprises, nous considérons leurs positions comme des hypothèses militantes et suspectes.

34. Le médecin

On ne doit pas toujours attendre que soient réunies toutes les conditions pour faire la révolution

Le foyer insurrectionnel les fait surgir.

Ernesto «Che» Guevara

Heureusement, il y a des exceptions. Heureusement, il y a des scientifiques plus libres penseurs, avec une vision plus globale, du courage et un sens de la révolution plus développé. Les docteurs Pierre Gosselin et Benoît Gingras, ainsi que leurs équipes, ont en effet tour à

tour contribué à fonder tous les doutes possibles et imaginables quant aux responsabilités de l'industrie porcine envers l'état des écosystèmes en milieu agricole.

Il n'est pas facile de rompre le silence des spécialistes sur ces questions et leur aide donne espoir qu'une nouvelle génération de scientifiques osera entrer en dissidence face au système productiviste... osera se libérer des dogmes techno-industriels néolibéraux enseignés à l'université de l'an 2000, pour répondre aux demandes du marché... osera se libérer.

Dr Pierre Gosselin. — D'où est-ce qu'ils sortent, ces parasites-là... ou ces bactéries-là? Quand on sait que tous les troupeaux de veaux, par exemple, sont infestés à 90 % par le cryptosporidium, ou que les principaux porteurs d'Escherichia coli pathogènes, c'est les troupeaux de veaux? On voit pas les humains se promener avec ces bibittes-là par milliers et les excréter dans les cours d'eau! C'est que les troupeaux animaux qui sont dans cette situation-là. (...) Alors c'est clair pour n'importe qui... qui a pas de parti pris là-dedans... économique... comme les agriculteurs... que la cause est là! On n'a pas encore fait la preuve satisfaisante pour un juge parce que c'est interdit par les lois à l'heure actuelle. La seule façon de faire cette preuve-là, c'est de modifier génétiquement une bactérie ou un parasite, de les injecter dans des troupeaux pis après ça de chercher dans l'environnement où ils sont... Mais pour faire ça, il faut un permis du ministère de l'Environnement, pis y le donne pas! Envoyer une bactérie modifiée dans l'environnement, t'as pas le droit de faire ça. Alors! ... sauf dans des conditions de laboratoire ou dans des champs bien particuliers. C'est très strict. (...) Donc, on peut pas! On pourrait faire la preuve comme ça qu'y a un lien de cause à effet, mais on nous interdit de faire ce genre d'étude-là. Alors, c'est impossible de faire le lien de cause à effet. C'est aussi simple que ça! C'est le ministère de l'Environnement qui nous interdit de faire les études qui pourraient nous permettre de leur donner les outils pour faire la dépollution agricole et de faire une preuve stricte et rigoureuse.

Douter en public

Notre génération n'aura pas seulement à répondre
des mots et des actes haineux des méchants;
il lui faudra aussi répondre du silence
consternant des gens de bien.
Martin Luther King

Avoir le courage d'interposer sa parole, en public, lorsque tout le monde semble d'accord, est un geste de résistance rare. La télévision, l'automobile, les ordinateurs ont fait des Québécois un peuple assis. Les médias nous racontent de plus en plus de choses qui arrivent en notre absence. Ainsi, par ricochet, on se laisse raconter la vie, la société, la politique.

On ne participe plus. On devient cynique quant à sa propre contribution au monde. On est en train de se laisser convaincre que notre apport individuel est dérisoire.

Les «décideurs», eux, se prennent pour des acteurs et interagissent avec nous par le biais des médias lors de vastes opérations de relations publiques qui n'ont, on s'en doute, souvent rien à voir avec la vérité ni la réalité. Dans le Québec du PQ-PLQ-ADQ, les élus ne sont plus des représentants du peuple auprès du gouvernement, mais plutôt des représentants du gouvernement auprès du peuple.

Ils sont passés maîtres dans l'art de tenir l'essentiel sous silence. Ces nouveaux spécialistes des relations publiques n'ont d'ailleurs plus de discussions qu'avec des gens pressés, à commencer par les journalistes. Donnons-leur cette qualité, ils ont compris qu'il vaut mieux tenir la population dans une certaine ignorance pour garder le pouvoir. Ils se livrent donc à une langue-marchandise que la plupart des journalistes nous copient-collent sans non plus oser appliquer de critique ou d'analyse, sans jamais remettre les prémisses en cause. Et les gens de parole? On dirait qu'ils se sont tus. Ils se sont absentes de la politique, en tout cas. Alors l'État a commencé à capituler.

Serait-ce que nos universités ne sont plus bonnes qu'à former des employés fonctionnels, qu'à former un peuple à genoux? Les universités sont-elles devenues des champs de bataille où l'on colonise l'âme?

*

Un peuple qui ne parle pas est un peuple foutu.
Gérald Godin

Moi, je dis qu'il faut douter. Douter au plus vite, puisque le bien commun est menacé sur tous les fronts dans le Québec du complexe PQ-PLQ-ADQ. Douter tout haut, afin de le semer à gauche, à droite. Le doute est démocratique puisqu'il mène à la quête de tout un chacun.

Chacun doit réapprendre à prendre la parole, au-delà du cinéma. Les gens que nous avons élus ne prennent pas assez soin de nous et de la Terre. On réalise aussi aujourd'hui que la démocratie agonise si on la réduit à une case cochée tous les quatre ans sur un bulletin de vote. Chaque geste (de consommation, de parole) a un impact, des répercussions sur le monde qui nous entoure. Il faut se réapproprier ces gestes et ces paroles du quotidien et y voir des gestes politiques.

35. Le président de la Fédération des producteurs de porcs du Québec

Hugo. — Walkerton, ça pourrait-tu arriver au Québec, ça?

Clément Pouliot. — Ça me surprendrait... parce que la gestion environnementale des fermes porcines est beaucoup plus sévère au Québec qu'en Ontario! La réglementation environnementale est beaucoup plus sévère au Québec qu'en Ontario. La sensibilisation des producteurs est beaucoup plus importante au niveau du Québec qu'en Ontario! Alors ça me surprendrait que ce genre de chose arrive... Chrais ben surpris.

Convaincu?

Il semble que tant qu'il ne fera pas complètement noir, l'industrie et le gouvernement intensifieront la production. Inversement, tant qu'il ne fera pas complètement noir, il nous sera possible d'intervenir.

36. Narrateur

Hugo. — D'après les médecins du ministère de la Santé du Québec, dans certaines régions, plus de 50 % des puits de surface sont maintenant contaminés par des micro-organismes, des nitrates ou des pesticides. Dans certains cas, les concentrations sont mille fois plus élevées que le seuil fixé par l'Organisation mondiale de la santé. (...) L'incidence des infections à la bactérie E. coli O157 :H7 est en hausse au Québec. Bien que la majorité des 250 cas annuels soient dus, pour l'instant, à la consommation de viande contaminée, les médecins n'écartent plus les risques d'épidémies liées à l'eau.

37. José Bové

Nous roulons de nuit avec Roméo Bouchard. C'est l'hiver au Saguenay.

Roméo. — Là, on s'en va chercher monsieur Bové. Monsieur Bové, c'est le paysan français le plus célèbre... qui dénonce la malbouffe, qui dénonce l'absurdité de l'agriculture telle qu'elle est en train de devenir... Ici, on n'est pas encore capable de s'imaginer qu'on peut reprendre... stopper ce mouvement-là de mondialisation de l'agriculture. Tu sais, on est encore dans l'idée, comme tout le monde répète, qu'on n'a pas le choix, que si on veut qu'une ferme survive, il faut qu'elle devienne plus grosse, etc. Et on pense pas qu'on peut un moment donné s'arrêter pis dire : pourquoi est-ce qu'on recommencerait pas à faire de l'agriculture pour vrai!

José Bové est de ces gens qui articulent haut et fort ce que plusieurs pensent et ruminent en silence. Un objecteur de conscience. Depuis plus de quinze ans, la Confédération paysanne qu'il dirige conteste le système agricole productiviste. On lui doit notamment ce qui demeure à mon sens la plus formidable action pédagogique des mouvements antimondialisation : la déconstruction d'un restaurant McDonald à Millau, en France, par des agriculteurs.

Le geste a été compris en un éclair par tous les humains du globe, à commencer par les paysans bien sûr, et lui a valu le statut de hors-la-loi dans son pays. Mais qui est-ce qui fait les lois? Les lois, ça se réécrit quand c'est mal foutu, dit Bové. Il faut commencer à poser des gestes illégaux lorsqu'on les juge légitimes.

Flash-back, comme par magie. Seattle. 1999. Là où tout avait commencé pour Bacon et moi. Bové scande des slogans anti-McDo dans un anglais de Français.

José Bové. — We decide to begin the resistance against the multinational corporations, against Monsanto! I think actually in the United States, it is time to join this big mouvement... and put this kind of multinationals away! You shall throw them in the...

Bagotville, l'hiver. Un aéroport au nord du monde. Curieusement, nous venons de croiser le ministre des Finances canadien Paul Martin qui décolle dans un petit avion privé, au moment où atterrit celui qui emmène José Bové au congrès annuel de ce qui s'appelle encore la coalition Sauver les campagnes. Roméo Bouchard l'accueille.

38. Congrès Sauvons les campagnes!

Maxime Laplante, Roméo Bouchard, Élise Gauthier ainsi que tous les citoyens présents écoutent attentivement ce que le plus influent des paysans du monde a à leur dire.

José Bové. — Chez nous, en France, la grande zone de production de porcs, c'est la Bretagne. Eh bien, pour les habitants de ces territoires, de tout l'Ouest de la France, eh bien aujourd'hui l'eau n'est plus potable, mais ça fait maintenant plusieurs années et ça va être pour encore des années et des années, dans la mesure où les nitrates descendent d'un mètre par an.

Aujourd'hui, on estime qu'on est en train de boire l'eau avec les nitrates d'il y a dix ou quinze ans. Donc, on n'est pas encore en train de consommer les nitrates d'aujourd'hui. (...) Et dans ces territoires-là, eh bien l'eau n'est plus potable. Les gens sont obligés d'acheter l'eau au robinet. Et comme on dit souvent, ils achètent trois fois l'eau dans la journée. Ils payent l'eau de l'adduction d'eau, ils payent le traitement de dénitrification et de nettoyage de l'eau, et ils vont au supermarché et ils achètent l'eau en bouteille! (...) Et je crois que ça... ça fait partie des scandales. Un scandale de plus que nous sommes en train de vivre chez nous : c'est qu'une minorité de surproducteurs sont en train à la fois de tuer leurs voisins avec la baisse des cours et en même temps d'asphyxier l'eau de la majorité de la population. Et en ce sens-là, on peut dire que ce sont vraiment des terroristes parce que, en fait, ils prennent en otage toute une population uniquement pour l'intérêt d'une minorité.

39. Le maire

Fin d'après-midi à Sainte-Croix-de-Lotbinière. Hydro-Québec est en train d'installer la ligne électrique qui alimentera la nouvelle mégaporcherie. Comme toujours, le gouvernement du Québec a permis aux producteurs de porcs de «passer le bull» sur la population.

Un pick-up passe près de nous qui sommes en train de filmer la construction. Il ralentit et recule. J'ai reconnu mon ami, le très distingué maire du village. Nous appuyons sur le bouton rouge. «Ça roule.» Il nous accoste comme si nous étions des chiens errants doués de parole.

Le maire. — Y est pas encore fini, ton film?

Hugo. — Ben non, mon film, y se tourne toute l'année.

Le maire. — Vous êtes malades en hostie!

Hugo. — Pardon?... Comment ça?

Le maire. — Vous êtes sautés su'l crinque!

Hugo. — Comment ça qu'on est sautés su'l crinque?... La qualité de l'eau, ça vous inquiète pas, vous?

Le maire (il marmonne et on ne saisit pas tout). — Pffffuuu! La qualité de l'eau! J'ai une ferme, moi, pis j'ai un puits à cent pieds de la grange... pis y est pas contaminé mon puits... Venez prendre un échantillon d'eau... (...) Le monde su'l bord du fleuve...

Hugo. — La quantité de mégaporcheries qu'y a dans le coin, ça vous inquiète pas, vous?

Le maire (agressif). — Mégaporcheries? Une mégaporcherie, c'est quoi pour toi?

Hugo. — Ben, les gens appellent une porcherie de 2000 porcs une mégaporcherie...

Le maire. — Non, c'est pas vrai!

Hugo. — C'est quoi, pour vous, une mégaporcherie?

Le maire. — C'est au moins 10 000 porcs et plus!

Hugo. — Y en a-tu d'ça, au Québec?

Le maire. — Y en a pas! Au Québec? Je l'sais pas. Mais à Sainte-Croix, y en a pas icitte...

Hugo. — Vous, vous êtes agriculteur?

Le maire. — Oui.

Hugo. — Qu'est-ce que vous gardez?
Le maire. — Des vaches à lait.

Silence.

Le maire. — Bon... En tout cas.

Il part en saluant, comme si de rien n'était. Comme si c'était la coutume, ici, de s'adresser aux étrangers comme à des chiens.

Qu'est-ce qu'une mégaporcherie?

Voici ma définition. Une porcherie ne devrait pas être définie en fonction du nombre de porcs qu'elle contient, mais d'après la manière dont les porcs y sont élevés. Une mégaporcherie est une exploitation agricole porcine fondée sur une maximisation des rendements dans un minimum de temps et d'espace, avec un égard secondaire pour les impacts environnementaux et sociaux qu'elle engendrera. Une mégaporcherie fonctionne le plus souvent à coups de médicaments, de calmants et d'hormones de croissance et est accompagnée de monocultures de maïs ainsi que d'une utilisation massive de pesticides ou de semences génétiquement modifiées. On y ampute généralement les porcelets de leurs dents, de leurs testicules, de leurs oreilles et de leur queue... sans se donner la peine d'anesthésier les animaux, il va sans dire. Les bâtiments sont fermés et il y fait noir la majorité du temps. Finalement, les fumiers sont gérés sur une base liquide pour diminuer la charge de travail et les coûts, ce qui contribue à la destruction progressive des cours d'eau et des nappes phréatiques environnantes et, éventuellement, à la désertification des sols.

D'un point de vue écosystémique, la mégaporcherie est en tous points opposée à l'idée qu'on se fait d'un environnement sain. D'un point de vue agricole, le métier de gérant d'usine de porcs est en tous points opposé à l'idée qu'on se fait de l'agriculteur : moitié sage, moitié gardien du patrimoine rural et des savoir-faire ancestraux qui moissonne avec respect les fruits du ravage qu'il habite (ou qui l'habite).

40. Narrateur

Le maire s'éloigne sur l'horizon, à bord de son pick-up. Dans ma tête, ses mots résonnent encore : faut pas capoter avec ça...

Hugo. — En juin 2000, un «avis de santé publique», rédigé par 16 médecins et scientifiques, fait état du danger, pour les humains vivant en milieu agricole, d'entrer en contact avec l'eau des rivières.

En coupe franche, plans serrés des plus belles rivières du Sud du Québec.

Affligées du fléau agricole, les rivières l'Assomption, Chaudière, Yamaska, Etchemin, Bayonne, Boyer, Nicolet, Saint-François, Richelieu, Bécancour, Beaurivage et Châteauguay se déversent toutes dans le fleuve...

Il y a néanmoins chaque année 400 000 porcs de plus sur le territoire du Québec.

41. L'industriel du porc

Nous roulons toujours sur son domaine.

Hugo. — Ça représente quoi, L'industriel inc.?

L'industriel. — L'industriel inc., ça comprend environ 3500 truies. Y va s'en rajouter un autre 800 de plus... qui va faire environ 4000 truies... Puis 100 000 porcs à l'engrais sur le marché, environ...

Silence. Il salue un dix-roues au passage, à la manière d'Elvis (avec les deux doigts de la victoire lancés vers l'avant).

L'industriel. — Pis le partner qui est avec moi... lui, y a environ la même quantité que moi...

Silence.

L'industriel. — Pis la meunerie, eux autres, ça comprend à peu près la même chose que nous individuels. La meunerie a environ trois mille que'que cent truies, puis fait environ 60-70 000 cochons... par année.

Silence.

L'industriel. — Pis l'entreprise de Soporc qu'on a achetée l'an passée, au mois d'août, qui comprend 12 000 truies et 250 000 cochons par année à peu près.

Silence.

L'industriel. — Fait que toute... L'ensemble de ces quatre entreprises-là, mises ensemble, fait environ 23-24 000 truies, va mettre sur le marché environ 500 000 cochons par année... à l'abattoir.

Hugo. — Signés L'industriel?

L'industriel (gêné). — Signés... L'industriel pis mon partner...

Hugo. — Ça, ça représente une bonne part de la production québécoise certain?

L'industriel. — Oui... Ça doit être environ, ça... un 10 %. Je pense que c't'à peu près 10 % du marché à peu près.

Silence.

L'industriel (fier). — À 80 cennes la livre, là... Tu peux mettre du beurre sur ton pain!

Satisfait, il boit une bonne grande gorgée de Pepsi.

42. Assemblée municipale à Saint-Honoré

C'est dans l'opposition résolue que les humiliés et offensés sont devenus des peuples modernes.

J.G. Lacroix et J.A. Mascotto, UQAM

La salle est pleine à craquer. Les gens portent des pancartes avec des slogans hostiles à l'industrie porcine. Élise Gauthier est dans la salle, comme toujours. C'est le directeur général de la compagnie Nutrinor, assis devant, aux côtés de tous les acteurs de l'industrie locale, qui ouvre le bal.

Gaston Lajoie. — Ce soir, on est ici pour vous expliquer notre projet. Si vous avez des questions, on va y répondre. Et c'est pour ça qu'on s'est déplacés, et puis je voulais vous mettre dans le contexte comment est-ce que Nutrinor en était venu à faire la promotion de ce projet-là.

Élise. — Mon nom est Élise Gauthier; je suis citoyenne de Saint-Honoré. Ma question s'adresse à M. Gaston Lajoie. M. Lajoie, Nutrinor et vous-même... Êtes-vous en mesure de reconnaître que la population d'une municipalité a le droit de refuser d'accueillir sur son territoire une partie de votre filière porcine?

Gaston Lajoie. — C'est évident que pour Nutrinor, on installe une filière porcine selon les règles de l'art...

Élise. — C'est pas là ma question, M. Lajoie! Je vous ai demandé si la population avait le... si vous reconnaissiez à une population locale le DROIT de refuser la venue d'une partie de votre filière porcine?

Gaston Lajoie. — C'est évident que les personnes qui veulent une filière porcine... à être mise, ça nous prend toutes les règles. Il faut respecter toute la réglementation. Et Nutrinor va sûrement être très, très, très sévère au niveau de cette réglementation qui doit être respectée.

Élise. — C'est pas ce que je vous ai demandé, monsieur... Mais je vais vous la poser autrement...

Animateur. — Écoutez Mme Gauthier, s'il vous plaît... Excusez-moi là...

La foule. — RÉPONDEZ!

Gaston Lajoie. — Est-ce qu'on peut enlever le droit d'un producteur de produire?

Animateur. — Ben là, j'aimerais qu'on garde...

Élise. — S'il vous plaît. Je veux pas partir une discussion non plus... Je veux juste que vous répondiez à ma question. C'est tout. Est-ce que vous donnez ce droit-là à la population? Point. C'est oui ou non. Point. C'est fini. C'est juste ça que je veux savoir.

Gaston Lajoie. — Je dis que notre filière porcine s'installe selon toute la réglementation, qui est très sévère.

Un citoyen (en colère). — Ça veut dire que quoi qu'on fasse ce soir, on n'a rien à dire! On vient prendre des renseignements puis M. Robitaille, y a le permis dans ses poches! C'est ça que ça veut dire, là?

Le maire. — Monsieur Robitaille n'a pas le permis...

Un citoyen. — Mais y va l'avoir?

Le maire. — Monsieur Robitaille...

Animateur. — S'il vous plaît...

Le maire. — Écoutez. Le promoteur est venu à la municipalité, il a demandé son certificat de conformité. Maintenant, on a regardé, c'était une zone agricole... c'était une zone qui est régie selon la Loi de la protection agricole... du territoire agricole. Donc, le projet est conforme... à la zone. Nous n'avons pas encore émis le certificat de conformité, mais la Loi nous dit que nous avons trente jours pour l'émettre.

Un citoyen (encore plus en colère). — En fait, à toutes fins pratiques, la municipalité, à part de dialoguer avec vos collègues ici, là, on n'a plus rien à faire! C'est bien ce que vous êtes en train de nous dire? Mais dites-nous-le donc franchement!

Le maire. — Écoutez...

Un citoyen. — Dites-nous, là... «Non, il a demandé son permis, on ne peut pas le lui refuser.» Hein? Je pense que c'est ça. Vous ne pouvez pas le lui refuser s'il est conforme! Hein, vous autres, vous le savez autant que monsieur le maire. Fait qu'à ce moment-là, on parle ici pour rien! Il va y avoir un permis de soue à cochons de donné ici, à la municipalité de Saint-Honoré, sur le territoire même, sans qu'on dise l'heure juste aux citoyens qui se sont dérangés, à votre invitation, pour venir avoir cette information-là, au moins... Parce que si la population décidait, tout à coup, de dire «on n'en donne pas», puis si M. Robitaille veut revenir contre la municipalité, ben on payera, monsieur! On est capables payer! On est capables de dire combien on paiera... mais on veut le savoir!

Le maire. — C'est votre opinion.

Un citoyen. — C'est pas mon opinion. C'est l'opinion de tout le monde, ça là, là!

En raison du régime en place au Québec et surtout des lois et règlements récemment votés par le Parti québécois, même une communauté unanimement opposée à la construction d'une mégaporcherie sur son territoire ne dispose plus des outils légaux nécessaires pour l'empêcher.

43. Roméo Bouchard

Roméo. — Je pense qu'on aboutit... on aboutit à la perversion du droit de propriété, tu sais. Ç'a toujours été une tendance, dans toutes les bourgeoisies, si on veut, mais là, actuellement, le droit de propriété devient... Une menace, carrément, pour les communautés. Parce que ce n'est plus le droit de produire aux agriculteurs qu'on donne... C'est plus à des agriculteurs qui font partie d'un milieu puis qui en sont... pour ainsi dire les piliers. Non! On donne un droit de produire à des compagnies!

44. Narrateur

Plan d'ensemble. Le parlement de Québec.

Hugo. — En principe, le Québec est une démocratie, ce qui veut dire que tous les citoyens y sont égaux devant la loi.

Manifestation monstre de l'UPA à Québec, en 1997.

Hugo. — Pourtant, en 1997, le puissant lobby de l'Union des producteurs agricoles convainc le gouvernement du Québec d'accorder à ses membres une immunité devant la loi, en zone agricole.

Les membres de l'UPA à Québec scandent : «On veut le droit de produire! On veut le droit de produire...»

Hugo. — Désormais, en cas d'opposition à la construction d'une mégaporcherie, le droit d'accès aux tribunaux des autres citoyens est limité. (...) Selon le Barreau du Québec, la loi 23 est une exception importante au régime normal de la démocratie.

45. Le Barreau du Québec

Le Barreau, doit-on le spécifier, n'est pas une institution particulièrement révolutionnaire. Néanmoins, son représentant en commission parlementaire, sommité en matière de droit municipal, a été très clair : le régime de la loi 23 institué par le gouvernement péquiste est une insulte à la démocratie.

*

Entrevue dans un petit café de Montréal.

Me Lorne Giroux. — Ce que le Barreau a déploré, c'est que, notamment, les dispositions de la Loi, qui visent à mettre les producteurs agricoles à l'abri de l'autorité des tribunaux en ce qui concerne les poursuites en injonction ou en dommages et intérêts, pour ce qu'on appelle troubles de voisinage ou incon vénients résultant notamment des odeurs, ça, ça nous ramène à une ancienne époque où le législateur intervenait comme ça pour empêcher, par exemple, des injonctions contre les moulins à papier ou contre d'autres activités industrielles dans les municipalités.

Hugo. — Quelle époque?

Me Lorne Giroux. — Ah, à ma mémoire, ça remonte... Il y en a qui remontent au tournant du siècle puis il y en a d'autres qui remontent aux années trente... Et ce sont des dispositions qui sont finalement disparues de nos lois municipales. Et là, on les voit réapparaître en 1997. Et dans ce contexte-là, c'est certainement un retour en arrière...

Laure Waridel, cofondatrice du groupe Équiterre, l'explique ainsi : «On a institutionnalisé la primauté accordée au droit de produire plutôt que d'avoir institutionnalisé la primauté à un environnement sain et à une qualité de vie décente. À cet effet, la croissance économique à laquelle participe l'industrie porcine est plus facilement calculable que la qualité de vie des citoyens. Et puisque nos gouvernements se sont donné comme mandat de contribuer à la croissance économique, il devient facile de comprendre pourquoi des lois qui, à l'inverse, réduiraient la possibilité de faire croître le produit intérieur brut (PIB) sont vues comme des empêchements de progrès. La croissance économique est devenue une fin en soi, plutôt qu'un moyen de faire progresser la société. Ce faisant, elle nous fait plutôt reculer.»

46. L'Union paysanne au parlement

Toujours bénévolement, Roméo Bouchard et Maxime Laplante ont rédigé un mémoire à l'attention de la Commission sur l'agriculture tenue au printemps 2000 et ont été invités à le défendre devant les députés.

Roméo parle. Maxime veille au grain.

Roméo. — Ce qu'on veut vous faire entendre, c'est le point de vue de citoyens qui subissent chaque jour dans leur communauté les conséquences concrètes de la loi 23. Paradoxalement, l'agriculture, qui a été longtemps la base de l'économie et de la vie rurale, est en train de devenir une des menaces les plus sérieuses pour la campagne.

Ce n'est plus une priorité, en ce moment, aux activités agricoles; c'est en train de devenir une exclusivité et un monopole. Dans cette conception, la zone verte appartient aux cultivateurs.

Tous les autres usages doivent être refoulés dans les zones blanches les plus restreintes possible et toute forme de contrôle des activités agricoles par les communautés locales, en zone verte, est jugée abusive. Cette conception rigide ne peut conduire qu'à une destruction de la campagne et du milieu rural.

L'eau coule partout à travers la campagne. Elle ne s'arrête pas aux frontières de la zone blanche et de la zone verte. La campagne, sa population, ses villages et ses rangs forment un tout. Il y a moyen de protéger les bonnes terres agricoles sans faire de la zone verte un ghetto ou un parc industriel agricole... ce qu'on est en train de défendre en ce moment.

La campagne, elle ne va pas bien, hein! Le monde pense qu'à va bien. C'est comme la forêt avant le film de Desjardins, tout le monde pensait que ça allait bien. Mais ça va pas bien en campagne actuellement. Du tout. Elle s'en va chez le diable à cause des raisons comme ça.

Nous considérons que c'est absolument scandaleux, actuellement, qu'on laisse les communautés locales dans l'impossibilité de se défendre et qu'on laisse un lobby faire la loi et interpréter la loi comme il le veut. Les gens que j'ai derrière moi et les gens qui sont à travers la province, avec lesquels on est en contact, c'est cette situation-là qu'ils vivent. Comment ça se fait que nous, les citoyens, on n'est pas consultés? Comment ça se fait que ceux qui s'occupent de développement sont pas consultés? Comment ça se fait que ceux qui s'occupent de santé sur le territoire sont pas consultés? Ceux qui s'occupent de tourisme, qui apporte actuellement des retombées égales à l'agriculture dans notre région, sont pas consultés? Ça va pas, ça! Ça marche pas! T'sé, quand même qu'il y aurait des boss en haut qui disent : «Ah, on va s'arranger avec ça.» On va s'arranger avec ça parce qu'ils aiment mieux s'arranger avec l'UPA que de l'avoir dans le dos. Mais seulement... ça marche pas, ces affaires-là! Ça ne fonctionne pas!

47. Un sous-ministre de l'Agriculture

En se jetant dans le fleuve, la rivière se perd.
Réjean Ducharme

Toujours assis devant le drapeau du Québec et la plante artificielle, l'homme commence à fondre sous mes questions. J'espère qu'il tiendra le coup encore quelques minutes. Il n'a pas l'air bien. Il blêmit à vue d'œil. Il commence à être à court de phrases pré-mâchées. Je pense qu'il doit être en train de se demander ce qu'il fout là, devant ma caméra, à répéter des phrases préparées par la direction des communications du cabinet. Derrière nous, quatre ou cinq «observateurs», dont l'attachée politique du ministre, s'agitent sur leurs chaises. Ils chuchotent. Je continue. Je pense que la vérité s'en vient.

Hugo. — Quand 75 % des habitants d'un village signent une pétition s'opposant à la construction d'une porcherie, mais qu'en vertu de la loi, on la fait construire quand même, vous, vous trouvez ça démocratique?

Le sous-ministre. — Moi, je vous dirais ceci. C'est qu'à ce moment-là, on n'a pas réussi à expliquer aux gens qu'on a toutes les mesures, on a les connaissances scientifiques pour être capables de les rassurer quant à la protection de leurs ressources, autant la ressource sol, la ressource eau. Ça, je vous dirais, là-dessus, il y a probablement un bout où on a échoué parce que les scientifiques nous démontrent, hors de tout doute, qu'on est capables. On entrepose le lisier, on peut l'épandre de manière appropriée, au bon dosage. C'est bien entendu que l'odeur est désagréable, mais on connaît les technologies. Il faut donc qu'on mette en œuvre ces moyens-là. Puis le message qu'on reçoit de la population, c'est de dire : voici, il est grand

temps que l'ensemble des intervenants du secteur agricole, des producteurs, des productrices, adoptent ces pratiques-là. Mais on est capables. Elles sont sûres, en termes d'environnement! On les connaît! Elles sont sûres! On est capables de le faire!

Il a vu dans mes yeux que je ne croyais plus rien de ce qu'il me disait... et pourtant je m'adresse encore à lui avec courtoisie. Je pense qu'il se demande pourquoi et pour combien de temps. Il essuie une gouttelette de sueur. Il se voit peut-être déjà seul au restaurant ou dans sa voiture, s'expliquer le sens de ce qu'il fait maintenant... Peut-être même qu'il s'imagine l'expliquer à sa femme, à ses enfants, à ses petits-enfants... et ça lui donne un coup de chaud. Il se contient. Il repense à son objectif : parvenir à berner «le journaliste» le plus élégamment possible. Contourner. Parer. Détourner. Il pense à l'image. À son image. L'image.

Mais il fait fausse route. Je ne suis pas journaliste et l'entrevue dure depuis une heure au moins. J'ai le temps. Les chiffres ne m'intéressent pas beaucoup. Au contraire, je suis là avec l'intention d'aller au fond des choses. Je sais ce que je cherche. Devant moi, de chair et de vide, tout s'explique. Tout s'incarne. Je pense : cet homme a peur.

Coupure à l'image. Silence.

Hugo. — Parlons de dépollution des cours d'eau, monsieur le sous-ministre. Qui paye la note au Québec?

Silence. Ses yeux expriment un bref désarroi. Il tente sa chance...

Le sous-ministre. — Actuellement, il y a un programme...

Nouveau silence. Ses yeux cherchent une prise, une épaule. Il a chaud.
Le sous-ministre. — C'est celui qui...

Mes yeux disent : non. Silence. La glace commence à céder. Ses mains voudraient pouvoir saisir une poutre, une main... Il espère une garde pour que la lame cesse de s'enfoncer. Je ne bronche pas. Mes yeux disent encore : non. Je ne broncherai plus. Les gens qu'il essaie de protéger ont eu leur chance.

Je dis :

Hugo. — Ce sont les citoyens, monsieur.

Le sous-ministre. — C'est pas les...

Hugo. — Je vous en informe, c'est tous les citoyens québécois. Via le gouvernement.

Il a disparu. Coulé. Il a probablement frappé le fond.

Le drapeau du Québec flotte toujours sur le parlement, mais il a tout à coup l'air honteux.

Ici, presque tous les soirs de Bacon, dans les salles des quatre coins du Québec, des gens applaudissent et assouvissent une certaine envie de dire aussi leur colère.

48. L'industriel du porc

Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est les États-Unis.
Sylvain Bellemare, preneur de son

L'industriel. — J'ai été en Ontario ce printemps visiter un complexe... Y venaient de finir la construction. C'était une porte ouverte : 2500 truies! Pis à toutes les ans, moi, je va au congrès du porc américain... soit à Indiana... Indianapolis cette année. L'an passé... C'était en Iowa. C'est des gros, gros complexes, eux autres. C'est 10 000 truies à la même place, avec les engraisements. C't'énorme!

49. La fin du monde

Dehors j'ai vu un ciel si dur
que tombaient les oiseaux.
Richard Desjardins

L'Hôtel Queen Elizabeth, à Montréal. Une pièce sans fenêtre, hermétique. Un peu comme...

La maison joue la musique-thème de Hawaï 5-0 pour donner le ton à la douzième Conférence des perspectives agroalimentaires québécoises. Sur l'écran, un mot clignote au-dessus d'une image animée de la planète : «DÉFI». On a accroché, dans un coin de la salle, une bannière du ministère de l'Agriculture du Québec. Quelques centaines d'hommes entre 55 et 65 ans sont réunis pour discuter de stratégies économiques qui rendront le monde rural québécois plus compétitif sur les marchés internationaux. Probablement pour qu'on puisse finalement les distinguer des hommes, les quelques femmes présentes sentent fort le pouch-pouch.

Beaucoup de gens ici n'ont pas l'air de tenir la route, de tenir la forme. De fait, la majorité souffrent d'obésité exogène et s'expriment dans une langue vulgaire ponctuée de chiffres exprimés en dollars américains.

Le plus massif d'entre eux, Peter H. Abdill, un expert de la firme de cotation new-yorkaise Moody's, a été invité par les organisateurs pour donner une sorte de teach-in sur la pratique du néo-colonialisme. Il s'exécute avec une grande volubilité; dans sa bouche, le vivant devient incroyablement rentable, compétitif, productif.

Puis, un homme tout sourire lève la main. C'est Maurice Prud'homme, président du Fonds de SOLIDARITÉ de la Fédération des travailleurs du Québec. Il a une question très sociale-démocrate à lui poser, une question empreinte d'un esprit très solidaire.

Maurice Prud'homme. — Quels sont les facteurs que le Québec, globalement, doit améliorer pour améliorer sa cote au niveau des entreprises agroalimentaires?

La réponse est un flot de mots qui vont de soi dans la bouche d'un économiste, mais qui casseraient les oreilles de n'importe quel agriculteur qui se respecte.

Peter H. Abdill. — Certainly in the US, many of the coops have been merging. Some of the organisations have seen that they need to expand their businesses and team up with other coop organisations in order to build market strength. We think that some of the internal pressures and politics will continue to stay in the way of some coops unless they realize they need to become more nimble and more skilled at reacting to market pressures and make themselves more competitive and it's those that are successful in becoming more flexible and competitive that we believe will continue to be successful over the long term. Thank you.

Brian Hayward, président du Canadian Grains Growers, a aussi un avis là-dessus. Son discours a été préenregistré et on le joue sur l'écran où tourne la planète.

Brian Hayward. — Uh... I think... my own personal opinion is that... What farmers... or members... customers... Whatever you wanna call them; what they're primarily interested in, 'cause they're business people... Uh... Farmers are getting larger in... the world! And so farming is more complicated, it's a business... and they want services, they want AGGRESSIVE prices, they want innovative programs...

Une animatrice maison s'approche d'une table où l'on mange du bon porc d'usine. Nous surprenons un dialogue avec un financier pigé au hasard...

Journaliste. — Mais vous, en tant que Québécois, faites-vous confiance au domaine agroalimentaire, pour ce qui est justement des risques financiers puis par rapport à la mondialisation?

L'homme. — Absolument! Bien sûr! Ah oui! Il suffit, je pense, d'aller chercher les outils nécessaires pour pouvoir poursuivre, en fait, dans la croissance, telle qu'on l'a connue ces dernières années.

Plan fixe de la rivière l'Assomption, dans Lanaudière.

*

Lorsque, à la télé, des gens de l'OMC, du FMI ou de la Banque mondiale expriment le moindre avis sur quoi que ce soit, je pense aux femmes et aux enfants du tiers-monde d'abord. Je pense tout de suite aux fleuves et aux forêts d'un peu partout. Ce sont eux qui paient les premiers. Qui paient déjà...

À dire vrai, j'ai peur du stupid white man. Je sais toute la destruction qu'il a le pouvoir d'engendrer. J'ai peur parce qu'il me fait douter du sens d'un peu tout : la vie, l'amour, la Bible, les enfants, le fleuve, etc. Je sais qu'il ne doute même plus, qu'il a même tendance à trouver ça «beau», les cours à scrap, lui. Je sais qu'il ne veut pas faire de mal mais qu'il a été formé à l'Université des performances et qu'il est un spécialiste reconnu. Je sais qu'il va me dire de lui faire confiance et qu'il va sourire juste au bon moment.

*

Quand George W. Bush parle à la télé, je suis nerveux. On dirait qu'il me regarde. On dirait qu'il me cherche, ce boit-sans-soif. Il paraît qu'il veut notre eau. Des fois, je me demande s'il n'aura pas finalement notre peau.

En passant, je suis à la veille de réclamer le droit de vote aux États-Unis pour tous les habitants du monde puisqu'il s'adresse à nous tous comme on s'adresse à la nation. Je voudrais pouvoir voter contre lui publiquement, moi.

Il me semble que de plus en plus de gens lui ressemblent ici, au pays. Je suis tout aussi inquiet lorsque Bernard Landry s'apprête à parler. Je sais que cet homme croit, comme Elvis Gratton et George W. Bush, que le salut des nations se trouve dans l'économie et j'ai bien peur qu'il décide un jour de nous faire coller que «pays» vient de «payer» ou qu'il finisse par faire voter un \$ pour mettre à la fin du mot. Le choix m'apparaît de plus en plus restreint. La bourse ou la vie?

50. Un sous-ministre
de l'Environnement

Le plus loin possible des rivières et de la terre, dans un building laid, de béton et de verre où les humains sont gardés sous vide, les fonctionnaires du ministère de l'Environnement du Québec font du surplace de 9 à 5.

Le sous-ministre. — La mondialisation, c'est là... et on est un joueur important dans la mondialisation. Le Québec exporte une partie fort importante de sa production, pas juste agricole mais industrielle, vers les États-Unis, vers l'Europe, vers l'Asie. Alors dans le secteur agricole, c'est la même chose. On est un joueur qui vit avec la mondialisation, qui accepte la mondialisation et qui y participe!

Hugo. — Est-ce que vous connaissez les règles de l'OMC quant aux lois environnementales des États?

Le sous-ministre (embarrassé). — Pas toutes... Vous seriez plus précis à ce moment-là?

Hugo. — Est-ce que vous savez que l'OMC suppose que les États vont assouplir leurs lois environnementales?

Le sous-ministre. — Non. Vous m'apprenez quelque chose, là, qui... m'a même pas effleuré l'esprit!

Pourtant. Des universitaires et des intellectuels de partout au monde préviennent les gouvernements et les citoyens sans relâche depuis bien avant Seattle. Comment se fait-il que des hauts fonctionnaires du gouvernement ainsi que les ministres du gouvernement du Québec paraissent aussi ignorants lorsqu'il est question d'accords de libre-échange internationaux? Comment se fait-il que tout le monde semble d'accord au sein de ce gouvernement? Pratiquerait-on, là aussi, une monoculture? Se pourrait-il que la génération au pouvoir ait arrêté de se poser des questions, d'avancer, de réfléchir, de remettre en question, de douter, de s'inquiéter?

*

Aussi incroyable que cela puisse paraître, le 25 mai 2000, le gouvernement du Québec, via son ministère de l'Environnement, a décerné un prix Phénix à l'Union des producteurs agricoles pour la féliciter de sa contribution à la qualité de l'environnement!

51. Narrateur

Un gouvernement du Parti québécois appliquera une politique de développement durable, ce qui implique que les questions environnementales auront la même importance que les questions économiques lors des prises de décisions.

Programme du Parti québécois

Hugo. — Depuis l'entrée en vigueur des accords de libre-échange nord-américains en 1994 (ALENA), les dépenses du gouvernement du Québec reliées à l'environnement ont été réduites de 65 %. Ces dépenses représentent aujourd'hui moins de 1 % du budget annuel de l'État québécois!

52. Élise Gauthier

Élise. — La mondialisation, c'est l'histoire des 23 familles les plus riches au monde, qui détiennent les plus grandes fortunes et qui veulent contrôler l'ensemble des gouvernements. La mondialisation, là, c'est pas un problème de production! C'est un problème de contrôle des gouvernements! C'est aussi simple que ça. Et les gouvernements ne sont pas... je dirais... assez forts, mentalement, pour combattre ça. Pour respecter leur population... maintenir la population telle qu'elle est là. On vit très bien ici, là. On a un beau coin ici. Pourquoi on voudrait le détruire?

53. L'industriel du porc

Parler des limites de la croissance
dans une économie de marché capitaliste
a aussi peu de sens que de parler des limites
de la guerre dans une société guerrière. (...)
La nature même du système
est de croître indéfiniment.
Murray Bookchin

Garth Brooks chante à tue-tête dans le pick-up et L'industriel connaît les paroles. Il est heureux, notre prince du porc. Il chante. Il rigole. Puis, il me regarde...

L'industriel. — La vie est belle, hein? Quand tu prends ça en riant pis que t'as du fun à travailler... Esprit! Le temps se passe, comme un rien!

Silence. Une photo d'une fille à moitié nue accrochée au rétroviseur se balance jusque dans le cadre.

L'industriel. — C'est vrai!
Soudain, le pick-up est secoué. Dehors, le monde a comme un sursaut. L'industriel accuse le coup. C'est rien. Seulement des bosses sur la chaussée...

Hugo. — Toi, tu veux-tu encore grossir?

L'industriel. — Bah... Un petit peu. Je veux y aller à un rythme normal. Ça va être mon garçon qui va décider ça dans le futur... qu'est-ce qu'y veut faire. J'aimerais mieux me concentrer plutôt vers l'abattoir, pour avoir une ligne complète là, de...

Hugo. — De A à Z?

L'industriel. — Oui, c'est ça. De toucher jusqu'au bout... Aller mettre... Aller toucher à ta viande... Aller 'a porter dans la viande... dans l'assiette du consommateur.

Malheureusement pour nous tous, au Québec, l'idole du producteur agricole industriel est américain. Il think pig en ostie. Le ministère de l'Agriculture du Québec, lui, visionnaire, aide beaucoup ce producteur à réaliser son American dream. Au Québec, plus t'es big, plus l'État te soutient. Et pendant que les gros canons de

l'agrobusiness continuent de dire que le Québec est «10 ans en retard sur les Américains», la campagne, elle, est en train de devenir un no man's land...

Quelques notions de modernité

Les Suédois ont depuis longtemps établi un rapport spirituel avec la terre de leur pays qu'ils associent au Saint-Graal, au cœur de leur propre identité.

Pr. Sverker Sörlin

Les Norvégiens, eux, ont décidé de moduler leur support financier aux agriculteurs en fonction de leur taille. C'est-à-dire que plus la ferme est petite (plus elle est respectueuse des écosystèmes et des humains), plus l'agriculteur reçoit l'aide du gouvernement. Ici, au Québec, le régime est rigoureusement inverse.

C'est pourquoi, d'un point de vue démocratique, le modèle québécois est parfaitement rétrograde. Il fabrique quelques multimillionnaires et beaucoup de pauvres et il tue l'agriculture, la vraie. Alors que la plupart des pays de l'Union européenne ont des projets concernant le financement spécifique de l'agriculture biologique, alors qu'en Suède, les fermes industrielles doivent dédommager l'État pour la pollution qu'elles causent, alors qu'en Angleterre, on finance la transition au biologique de 1200 nouveaux agriculteurs par année, alors qu'au Canada, le marché du biologique a une croissance de 25 % par année, le ministère de l'Agriculture du Québec de 2001 n'octroie absolument aucune aide spécifique à l'agriculture bio.

Notre ministère de l'Agriculture continue de puiser ses idées en Caroline du Nord, tout en se targuant d'avoir des normes environnementales plus sévères. Il se compare à pire que lui et en vérité, il suit le nez dans le cul.

54. Les citoyens
de Sainte-Croix-de-Lotbinière

Tant que dure l'aurore et que grandit le jour sacré, nous résistons, sans plier sous le nombre...
Ulysse (L'Odyssée), IX, 33-62

Abandonnés, trompés et méprisés par leurs élus municipaux, les citoyens tiennent une assemblée spéciale au sous-sol de l'église.

Guildor Michaud (leader). — Si on attend que des organismes, à l'extérieur de Sainte-Croix, viennent régler nos problèmes ici, on risque d'attendre longtemps. Les porcheries seront toutes installées. Y aura 30 000 cochons à Sainte-Croix pis on sera pris avec des droits acquis... Ça réglera pas notre problème. On a un problème à Sainte-Croix! Ce problème-là à Sainte-Croix se retrouve à d'autres endroits au niveau provincial. Il y a deux types de solutions. Une solution à court terme, ici, maintenant, par nous autres! Pis une solution à long terme pour éradiquer ça pour toujours, qui se retrouve au niveau provincial. (...) À chaque fois qu'un groupe veut gagner quelque chose, que ce soit les Indiens, à Miramichi, ou à Oka... ou que ce soit les gens de Pont-Rouge ou ailleurs, les gens doivent se mo-bi-li-ser! C'est qu'il faut ramasser le plus de monde possible et on pose un geste de désobéissance civile! Si vous

êtes d'accord là-dessus, ça veut dire qu'on s'engage... In-di-vi-du-el-le-ment, on s'engage! Si vous me dites oui, on est prêts à embarquer dans une action de même, on va la pla-ni-fier. Alors j'arrête là et je vous demande : sur le principe de la désobéissance civile, est-ce qu'on est d'accord? C'est le temps de le dire, si oui ou non...

Une femme, au fond de la salle, lève la main...

La femme. — Moi, je suis prête à traverser la ligne!

Guildor Michaud. — Y en a combien qui sont prêts à traverser la ligne? C'est ce qu'il faut savoir...

La poignée de valeureux citoyens, essentiellement composée de gens âgés et de jeunes, lève la main en bloc.

Guildor Michaud. — O.K.!

55. Le député
du bon Parti québécois

L'humanité, dans un entêtement
qui fait sa dignité...

Laurent Laplante

Quelques jours plus tard, à l'heure dite, les mêmes citoyens rendent visite à Jean-Guy Paré, député et adjoint du ministre de l'Agriculture, à son bureau de comté. M. Michaud est sur la ligne de front. Il y a des familles, des étudiants, de agriculteurs, des personnes âgées...

Tous (chantent). — Bonjour, monsieur le député, on ne vous oubliera jamais...

Guildor. — Bonjour.

Jean-Guy Paré (mal à l'aise). — Bonjour. Qu'est-ce qu'on peut faire pour vous? C'est un sit-in?

Guildor. — On est venus vous rencontrer, d'abord pour vous saluer puis s'informer si vous aviez passé des belles vacances...

Jean-Guy Paré (inquiet). — Ah, ça... j'ai passé d'excellentes vacances.

Guildor (incisif). — Vous êtes chanceux parce que nous, ç'a été moins excellent. On a eu des perturbations dans notre ciel...

Silence. Le député bégaie. Des journalistes débarquent. Il joue nerveusement avec son petit change dans sa poche de pantalon.

Guildor. — Y me semble que moi, si j'étais responsable d'un ministère, puis qu'on me disait : l'activité que tu poursuis, les objectifs que tu mets en place constituent un danger pour la population, il me semble que j'irais me coucher, pis je prendrais une aspirine puis je dirais : c'est quoi que je peux faire demain matin pour arrêter ça!

Jean-Guy Paré. — Mais avant, je veux vérifier un certain nombre de choses au niveau de l'analyse...

Guildor. — Mais vous êtes quand même l'adjoint du ministre de l'Agriculture?

Jean-Guy Paré. — Oui.

Guildor. — Vous devez être au courant des dossiers, bon sang de bon sang!

Jean-Guy Paré. — Les dossiers au niveau de l'environnement, comme je vous ai dit... je... les connais pas!

On l'entend souvent celle-là : «Je n'ai pas été élu pour m'occuper de l'environnement; y a un ministère et des organismes qui s'en occupent!» Comme si l'environnement, c'était l'affaire des environmentalistes et des écologistes! Comme si l'environnement n'était pas l'affaire de tous! Comme si on pouvait tout compartimenter. Comme si l'environnement n'était pas l'affaire du ministre des Finances, du ministre des Ressources naturelles, du ministre de l'Agriculture, du ministre de l'Industrie, du ministre du Commerce, etc. Comme si un ministère avec un budget ridicule et à la baisse suffisait à mettre en veilleuse les propos de tout un conseil des ministres.

Une citoyenne. — Ben coudonc, vous parlez-vous entre vous autres? Le ministère de la Santé, le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Agriculture, y a-tu moyen de les asseoir à même table?

Claude Daigle. — Premièrement, la santé, c'est quoi, au départ? C'est l'air que tu respires puis l'eau que tu bois. Ça, c'est la base. Pis on est après tout scrapper ça, là. Pis on fait rien! On regarde ça puis... les enfants... On fait rien!

Jean-Guy Paré (bégaie plus que jamais). — On a... On a des organismes qui travaillent justement pour conserver... ils ont une mission, ces organismes-là?

Maxime Laplante. — On a eu le problème avec la forêt. Bon. On n'est pas obligés de reprendre L'Erreur boréale en détail, je pense... On a eu le problème avec les pêcheries aussi... Encore là, on

octroie à un groupe de professionnels la possibilité d'exploiter la ressource jusqu'à ad nauseam. Puis après ça, on regarde les dégâts puis on se rend compte... Oups! Y en reste plus, de morues! Y nous avaient dit qu'ils gèreraient ça comme il faut, mais ç'a pas marché, fait que la ressource a été saccagée. Après, on est obligés de restreindre les droits d'un peu tout le monde parce que quelques-uns ont abusé. Et présentement, on assiste au saccage du monde rural, pour à peu près les mêmes motifs économiques. On est en train de prendre toute la zone verte du Québec et on dit... On remet ça à une association professionnelle. Le Barreau du Québec l'a même dénoncé, que ça avait pas vraiment de sens, démocratiquement. C'est pas ça. C'est pas ça, une gestion du territoire. En tout cas, c'est le parallèle qu'on établit. On l'a fait avec la santé aussi. Quand on ferme tous les hôpitaux puis qu'on s'en garde un ou deux mégacentres puis qu'on ferme tout le reste, à peu de choses près, ou quand on fait la même chose en éducation, qu'on ferme la formation professionnelle en région puis qu'on concentre ça dans des grands centres urbains. Donc, on est en train de prendre l'ensemble de toutes les ressources et de dire : on concentre ça en des usines puis après ça, chacun aura à trouver sa case là-dedans... Mais ça cohabite pas, ça! Ça peut pas coexister! Y a du MONDE qui occupe le territoire!

Claude Daigle. — On dirait que le producteur agricole, un moment donné, y a toujours, à un moment donné, une tite clause à part... Ça, j'ai remarqué ça souvent... «Oups! Attends un instant. Je pense qu'il y a une tite clause pour ça.»

Jean-Guy Paré (fait une colère). — Pourquoi on ferait ça, monsieur? Vous me prêtez des mauvaises intentions. Pourquoi on ferait ça, nous autres? Pourquoi on ferait ça? Le législateur... On est ici pour le bien des Québécois puis des Québécoises... Pis on essaye d'avoir le plus grand bien d'eux autres...

Claude Daigle. — Je me demande si c'est pas l'UPA qui vous mène par...

Jean-Guy Paré. — Ça, c'est votre prétention!

Claude Daigle. — Oui... C'est ce que je pense et je le pense depuis un bon bout de temps.

Jean-Guy Paré. — L'UPA, je leur dois rien, moi... Je suis pas membre de l'UPA.

Claude Daigle. — Non, mais peut-être que les votes... c'est peut-être important aussi, là...

Tous rient de bon cœur, sauf le député qui rougit.

Jean-Guy Paré (joue avec ses cennes). — Bon, vous allez m'excuser. Vous allez me laisser, s'il vous plaît, parce que je suis obligé de fermer le bureau. Voilà!

Marthe Daigle. — On a pas de réponse, là. Vous allez partir...

Jean-Guy Paré. — Non, non! Mais écoutez, comment vous voudriez avoir des réponses pis que vous resteriez assis là... c'est pas moi qui va faire un moratoire ici, au Québec... pour les choses de... porcherie. Je vous le dis tout de suite, si vous rêvez à ça...c't'un rêve!

Silence. Jean-Guy Paré évite toujours de me regarder, moi, l'homme-caméra. Il pense à son image. À l'image. À la télé et aux sondages. Et ça le rend nerveux. Trop nerveux. Il a peur. Il a peur de sa propre image... à venir. Il a l'impression d'être arrivé à terme.

L'occupation dure depuis quatre heures et demie et Jean-Guy Paré a eu tout le temps de racheter ce qu'il représente. Mais il a échoué lamentablement. Il a titubé. Il a bégayé et rougi comme un enfant pris en flagrant délit. Les citoyens semblent consternés, comme s'ils ne s'attendaient pas à ce que l'homme et le parti pour qui ils ont voté soient à ce point dépourvus de colonne vertébrale. Comme si ça ne pouvait pas être aussi pathétique dans la vraie vie que dans les blagues que l'on fait tous un jour ou l'autre sur la politique.

Moi aussi, j'apprends. Je comprends beaucoup de choses. Notamment ceci : après avoir côtoyé quelques-uns de ces spécimens élus, je réalise que la plupart de ceux qui dirigent le pays ne sont pas des gens de pensée. Ne sont pas des gens qui se soucient particulièrement du bien commun. Ne sont pas des humanistes. Ne sont pas des gens spécialement modernes ou même éduqués. Ça paraîtra peut-être drôle ou naïf, mais je suis surpris. Je me demande : quelles idées sur l'État et la société peut-on opposer à des gens qui ne se soucient pas autant du fond que de la manière? À des gens qui semblent unanimes quant à la vocation marchande des États?

Guildor Michaud, qui semble réfléchir aux mêmes choses que moi et qui est donc à court de mots pour communiquer avec «l'image» qu'il a devant lui, me fait remarquer que Jean-Guy Paré porte une épinglette qui dit : Je suis souverainiste. Ça lui donne de l'inspiration...

Guildor Michaud. — Ça se peut pas qu'un gouvernement social-démocrate, qui veut implanter un projet de société unique, pis c'est vrai qu'on est un peuple unique... c'est vrai qu'on a survécu à bien des adversités, pis c'est vrai que le gouvernement a raison de nous proposer un projet de société. Mais un projet de société, ça se base pas, ça se comprend pas, ça ne s'élabore pas sur le dos des uns pour favoriser le petit nombre. Ça se base sur la justice, sur l'égalité, sur la fraternité... On ne pollue pas un projet de société. On ne pollue pas l'avenir des citoyens qui font partie de ce projet-là. Il me semble que ça devrait être à la base de la philosophie du Parti québécois. J'espère que ce l'est! Pis j'espère que vous allez agir dans ce sens-là, bon sang de bon sang! Pis arrêter de croire qu'on vous a élus pour assurer la compétitivité au niveau international. C'est pas ça! On vous a pas élus pour ça puis vous en avez pas parlé au moment des élections. On vous a élus pour gérer le bonheur quotidien des citoyens au maximum possible. On vous a élus pour régler les problèmes dans les hôpitaux, pour régler les problèmes de pollution, pour mettre au pas les pollueurs! Pis c'est pour ça

qu'on vous a élus. Pas pour d'autre chose! Puis éventuellement, espérons-le, se donner un pays!

(...)

(...)

(...)

Silence.

Formidable leçon de politique donnée, par extension, à ce Parti québécois devenu en gros, depuis le départ de René Lévesque, un parti de gestionnaires de peu d'envergure, sans vision. De fait, le vide que ce grand monsieur a laissé dans le parti autrefois progressiste et intelligent semble s'être transformé en maladie.

Quelques semaines plus tard, lorsque nous avons rappelé Jean-Guy Paré à l'Assemblée nationale pour lui demander un bilan de cette rencontre avec les citoyens, il a fait dire à sa secrétaire qu'il souffrait d'une EXTINCTION DE VOIX. Il n'a jamais retourné notre appel.

C'est probablement ce que Richard Desjardins a voulu dire lorsqu'il parlait du «silence péquiste». Le silence de la honte. Le silence du désarroi. Le silence lorsqu'il n'y a plus rien à ajouter.

Rien ne sert de s'entêter.

56. Narrateur

Hugo. — Au cours des 50 dernières années, au Québec, deux familles d'agriculteurs sur trois ont fait faillite, ont quitté la campagne ou ont vendu leur ferme à des plus gros. Aujourd'hui, trois groupes industriels contrôlent 84 % de l'abattage de porcs. Et plus de la moitié de ces porcs, élevés au Québec, sont exportés aux États-Unis et au Japon, pour faire beaucoup de bacon!

Des dizaines de pancartes BBQ : LE PORC DU QUÉBEC sont plantées aux quatre coins du Québec.

Des outardes volent vers le sud.

Le fleuve en hiver.

Générique.

À mon avis, Guildor Michaud a dit tout ce qu'il faut. Avec doigté. Mais on se demande parfois si on ne ferait pas mieux de faire comme elles, les outardes. Quitter ce pays qui tue ce qu'il a de plus précieux. Partir chasser des idées ailleurs, pour prendre de l'élan et revenir en criant.

Aux agricultrices et aux agriculteurs de mon pays

Aux agricultrices et aux agriculteurs de mon pays, à ceux qui se soucient d'abord et avant tout de la vitalité et de la qualité de ce qu'ils puisent dans la nature, j'aurais voulu dire plus souvent, cette année, combien je les respecte, combien je pense que ce métier est le plus important du monde. Et au-delà des quelques rixes, du silence de certains, des pathétiques opérations de relations publiques des bonzes de l'UPA et des tristes séances de damage control du ministre André Boisclair, avec un peu de chance, j'aurai semé un doute durable dans la terre de mon pays.

Ce qui compte maintenant, c'est la pérennité de l'agriculture, la vraie. Seul le nécessaire débat de fond importe. Pouvons-nous encore choisir, en société et en toute connaissance de cause, notre régime agricole? Pourrions-nous le changer, si nous le jugions dysfonctionnel ou même dangereux pour la santé?

Je pense que oui. Mais l'exercice d'ouverture d'esprit de la base du milieu agricole (la majorité des membres de l'UPA ainsi que les membres de l'Union paysanne) quant au questionnement que pose Bacon sur la fuite perpétuelle vers le plus gros, le plus productif, le plus rentable, le plus compétitif, est capital. Et pour avoir passablement côtoyé d'agricultrices et agriculteurs au cours des deux dernières années, je sais que la plupart sont prêts à contribuer à un projet de société plus écologique. La survie même de l'agriculture dépend probablement de cet exercice de réflexion et de travail collectif qui devrait mener à un virage. Un virage radical.

À ce chapitre, la résistance à la mcdonalisation de l'agriculture qu'offrent actuellement certaines unions d'agriculteurs européennes, appuyées, épaulées, soutenues par leurs États, est inspirante. Il y a bel et bien d'autres façons de pratiquer l'agriculture en 2002 qu'en courant après les Américains. Les solutions de rechange existent et ne sont pas nécessairement synonymes de retour en arrière. Bien au contraire. Je pense qu'il faut commencer à dire tout haut que les États-Unis agricoles sont une forme de tiers-monde et que la modernité ressemble peut-être plutôt à certaines campagnes norvégiennes, suisses, françaises, suédoises, allemandes ou italiennes.

Or, la question se pose : l'UPA permettra-t-elle une remise en question du régime? La structure de l'Union permettra-t-elle d'émettre des doutes quant aux rôles que jouent au Québec les grands groupes industriels, les intégrateurs, les financiers, les multinationales? La descendante de la bonne Union catholique des cultivateurs défendra-t-elle encore demain l'intérêt du plus grand nombre d'entre eux?

Une chose est certaine : la perpétuelle recherche du rendement maximum des terres et des élevages est loin d'être la seule façon de développer l'agriculture québécoise. D'ailleurs, dans plusieurs pays du monde, les agriculteurs ont une qualité de vie (ce qui, encore une fois, ne se borne pas à un calcul en argent) bien plus grande que celle de nos «producteurs agricoles». Je pense au stress quant à l'endettement endémique. Je pense à la manipulation des pesticides. Je pense à la qualité de l'air dans les usines de porcs. Je pense aux relations tendues des producteurs de porcs avec le reste des communautés. Je pense à certaines fabuleuses et

agréables campagnes de Suisse, d'Italie ou de France et je les compare à nos déserts de maïs. Je pense à la hantise de la Fédération des producteurs de porcs du Québec d'une baisse des cours sur les marchés internationaux, etc.

Mais il faut le dire, dans ces pays où l'agriculture est en voie de se raisonner, c'est la société entière qui a fait le choix d'une campagne multifonctionnelle, qui a fait le choix de ne pas marchandiser l'alimentation au même titre que tous les objets de commerce, qui a fait le choix de ne pas asservir les agriculteurs et les écosystèmes aux insatiables marchés internationaux. Ces pays ont compris que parce que l'agriculture est liée à la nature, on ne peut la traiter comme les autres secteurs d'activité économique. Concevoir la nature comme une pure source de revenus est une négation de la vie même, et cela met la vie en danger.

Le retard de l'État québécois

Aucun «producteur agricole» n'a jamais eu envie de contaminer les rivières et les nappes phréatiques. Aucun d'entre eux n'a jamais eu envie de se mettre tous les voisins à dos en faisant de l'élevage. Mais il est évident que le régime québécois les pousse à le faire.

De fait, on l'aura compris, l'État québécois a joué un rôle central dans le dramatique virage qui a mené 98 % des producteurs de porcs à gérer leurs fumiers sous forme liquide. C'est aussi le régime qui les encourage à élever des animaux dans des espaces concentrationnaires à coups d'hormones de croissance, de farine carnée ou de tonnes de médicaments.

De plus, certains universitaires, généticiens, agronomes, vétérinaires, fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, ministres ou financiers, plus vendus à l'agrobusiness que d'autres, leur vantent tous les jours un type d'agriculture qui donne la primauté au rendement.

Amateurs de monocultures, distributeurs de pesticides ou de semences génétiquement modifiées, boursiers de multinationales, ces gens s'appliquent à mater la nature, à lui contester sa biodiversité pour augmenter la productivité. Colonisés par le néolibéralisme jusque dans tous leurs raisonnements, ces gens sont des vendeurs de tiers-monde.

Sommes-nous prêts à l'admettre? Ce sont eux qui tiennent le haut du pavé au Québec et en Occident en général. C'est Bacon qui est l'envers de la médaille.

Ce dérapage est selon moi le fruit d'un retard de l'État québécois, d'un manque de vision à long terme, qui nous entraînent tous dans cette spirale d'endettement social et environnemental et de surenchère sans fin. Or, force est d'admettre que leurs solutions «bon marché» profitent à de moins en moins de gens.

L'archaïsme de l'État dans sa conception même du pays (pays-paysage-paysan) ainsi que son manque de leadership dans l'encadrement et la définition du régime agricole mènent à la concentration-intensification-spécialisation tellement honnie. Les déchirements sociaux liés à l'industrie porcine dans des centaines de villages québécois ne sont peut-être que la pointe de l'iceberg. Une agriculture livrée aux seules lois de l'offre et de la demande, aux lois du marché, est vouée à vénérer les rendements et les quantités, au détriment de la qualité des aliments, du patrimoine écosystémique, agricole, culturel.

*

Il est temps de se libérer du dogme de la croissance économique. Il est temps d'exiger du gouvernement qu'il modernise l'État. Il est temps que nous instaurions, ici, un projet de régime agricole de résistance à la logique des marchés internationaux.

Avec un certain leadership de l'État, on pourra par exemple décider de moduler l'aide financière aux agriculteurs en fonction de la taille des fermes. On pourra désintensifier-désécialiser-déconcentrer la production. On pourra faire en sorte que les coûts de dépollution soient intégrés aux coûts de production afin de cesser de s'endetter collectivement. On pourra choisir de donner le goût aux jeunes de se lancer en agriculture en favorisant les petites fermes diversifiées. Et surtout, on pourra soutenir les agriculteurs qui seraient tentés de faire une transition à la production biologique.

C'est le temps. Le marché des produits bio connaît actuellement une croissance phénoménale en Occident. L'engouement pour les produits du terroir, pour les produits locaux, transformés et à forte valeur ajoutée est aussi en croissance, et l'exemple du café équitable prouve que les consommateurs sont prêts à faire leur part. Les marchés particuliers, le bio, les créneaux distincts de produits de haute qualité ne sont-ils pas l'avenir le plus sensé pour un pays qui ne fera jamais le poids face au Think Big des Américains?

Épilogue doux-amer

L'été deux mille deux.

Ainsi, deux des trois communautés que j'ai suivies sur une période d'un an et demi dans le cadre du film Bacon, bien que conseillées par une batterie de professionnels bénévoles (juristes, médecins, agronomes, ingénieurs, etc.), ont perdu leur lutte. Dans les villages de Saint-Germain-de-Kamouraska et Sainte-Croix-de-Lotbinière, les mégaporcheres sont aujourd'hui en opération. Saint-Honoré-de-Chicoutimi, véritable village gaulois, résiste toujours bel et bien aux vellétés de Nutrinor, par tous les moyens possibles, multipliant les stratagèmes. Mais pour combien de temps?

Combien de temps peuvent résister une poignée de simples citoyens, même héroïques, devant la machine du «plus puissant lobby du Québec» et du bulldozer du gouvernement du PQ-PLQ-ADQ?

*

Fait encourageant, en juin dernier, le ministre de l'Environnement, André Boisclair, a annoncé un moratoire sur la construction de nouvelles mégaporcheres dans les zones rurales sinistrées. Cela pour les prochains deux ans. Il est toujours exclu que le PQ remette en question le régime agricole mais au moins, on a freiné la croissance du cancer. Aussi, le ministre a annoncé qu'une commission itinérante sillonnerait le Québec au cours de l'automne 2002 et de l'hiver 2003, pour entendre ce que les Québécoises et les Québécois ont à dire (comme si ce n'était pas déjà fait).

Aux médias, il a annoncé souhaiter une réconciliation. Pas des changements, une réconciliation. Je gagerais cher que le ministre pense encore que les citoyens ne comprennent pas bien les enjeux de l'agriculture moderne. Il a aussi pris soin de spécifier que le gouvernement du Québec disposera des recommandations du BAPE comme il l'entendra, en partenariat avec les acteurs...

Puis, il a fait un beau sourire en direction des caméras.

*

Durant cette année à parcourir le pays, ma blonde et moi avons fait un enfant. Mais. Malgré ce geste clair d'espoir, je me demande s'il aura envie d'être Québécois, lui, dans ces termes-là. Étrange de se poser pareille question, non ?

J'en suis là, moi, dans ma colère, ma révolte, ma tristesse. Qui aura envie d'apprendre à son enfant que les forêts, l'eau, l'air du pays des anciens ont été vendus d'avance? Il me semble que je ne saurai pas quoi lui dire lorsqu'il me demandera pourquoi.

Qui pourra tout à l'heure justifier intelligemment tant d'erreurs?

*

Coudonc ça va-tu mal dans l'monde
Ou ben y a juste moé qui capote
André «Dédé» Fortin

Récemment, notre voisin, Dédé Fortin, choisissait de partir en trombe avec tous ces jeunes Québécois qui se suicident comme nulle part ailleurs dans le monde. Il paraît qu'il était fatigué de ramer le vent dans la face...

En l'an 2000, les jeunes Québécoises, elles, se faisaient avorter trente mille fois dans l'année. Le pays, souillé, vidé. C'est évident: le Québec a un urgent besoin de moderniser sa vision du pays, et je persiste à dire qu'il est prêt à croire à un nouveau projet de société, véritablement révolutionnaire. Nous devons amorcer un changement radical.

Michel Jurdant, un des premiers écologistes québécois, parlait d'une adhésion à un projet de société qui ferait s'écrouler de lui-même le pouvoir actuel. Je pense que si on présente aux citoyens un projet de société basé sur des idées profondes et réfléchies, la révolution s'enclenchera tout naturellement. Je pense que de plus en plus de Québécoises et de Québécois sont convaincus que la deuxième portion du vingtième siècle n'avait pas de bon sens. Trop industriel, trop sale.

Mais il faudra apprendre à nous insurger ailleurs que dans notre tête. Il faudra infuser les systèmes démocratiques municipaux, provinciaux et fédéraux. Il faudra aussi vivre autrement; plus simplement, afin d'atténuer notre empreinte écologique. Maintenant.

Puis, il nous faudra un gouvernement de purs et durs, incorruptible, qui se tienne debout devant les pressions des marchés internationaux. Comme l'a dit Vaclav Havel : «La vraie politique, la seule digne de ce nom, et d'ailleurs la seule que l'on devrait consentir à pratiquer, est la politique au service du prochain. Au service de la communauté. Au service des

générations futures. Son fondement est éthique en tant qu'elle n'est que la réalisation de la responsabilité de tous et envers tous.»

*

Des ombres s'échinent à me chercher des noises
Alain Bashung

Je marche tranquillement sur la batture, notre petit Colin dans les bras, quelque part dans le bas du fleuve. Au large, des petits rorquals s'amuse à fracasser la surface en se projetant hors de l'eau. Je parle tout seul puisque Colin fait dodo. Je cherche les mots qu'il faudrait pour boucler ce livre et cette année bouleversée, quand j'aperçois, sur un cran rocheux, une tubulure de plastique transparent, laissée par la mer. Je reconnais tout de suite ce bidule qui se sera enfoncé dans une truie, quelque part en amont, quelque part en enfer. Là où la femelle du porc donne toujours naissance à onze point cinq petits cochons.

Je vérifie si notre petit amour dort encore et je repars à marcher, à nouveau affligé par ce drôle de monde que je n'ai sûrement pas choisi.

Poursuivi, il me semble. Je repars à marcher, en aval de toutes nos gaffes.

*

Il y a belle lurette que nous hurlons
comme des écorchés. C'est à croire que les droits de l'homme deviennent, eux aussi, des survivants encombrants d'une époque géologique révolue : celle de l'humanisme.
Romain Gary

Jour après jour, quand je vois la civilisation devenir boulevard Taschereau, Réno Dépôt, Super-McDo, Blockbuster et Mégaplex Guzzo, je doute fort que la croissance économique continue et perpétuelle ne contribuera pas à détruire la vie sur terre.

Je pense aux Lumières.

Je repense à Romain Gary, à René Dumont, à Victor Hugo, à André Malraux, à Rigoberta Menchu, au sous-commandant Marcos et à ma blonde, et je me demande comment une telle déroute est possible, après eux.

Petit animal doté d'intelligence, dépendant et responsable de la survie des écosystèmes, j'entretiens des doutes.